



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 FÉVRIER 1922.

QUEBEC, SATURDAY 11TH FEBRUARY, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

31

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

32

Bills privés, Parlement fédéral

DEMANDES D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS.

Les demandes adressées au parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis public au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-uns des principaux journaux ; ledit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque, une compagnie d'assurance ou une compagnie fiduciaire ou de prêts ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de Bill Privé."

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit ou la date où les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,
505—5—4 W. B. NORTHRUP.

Proclamation

Canada
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

Private Bills, Federal Parliament

NOTICE OF APPLICATIONS FOR PRIVATE BILLS.

Applications to parliament for private bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain leading newspapers ; such notices shall clearly state the nature and objects of the application and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants or their agent.

Application for an Act to incorporate a bank, Insurance, Trust or Loan Company or for an industrial company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House of Commons endorsed "Private Bill Notice".

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of petition and proposed bill and place or date when same should be filed or deposited, amount of fees, &c., address to the clerk of the House of Commons, Ottawa, or see Rules of the House of Commons, as published in the *Canada Gazette*.

W. B. NORTHRUP,
506—5—4 Clerk of the House of Commons.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—**SALUT:**—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU que le se-
Assistant-Procureur- } crétaire des commis-
Général. } saires dûment nommés
pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes assignées à la paroisse de Saint-Pierre-de-Privat, dans le comté de Témiscamingue dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire—dans le comté de Témiscamingue—à être érigé en une paroisse pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Pierre-de-Privat", est pris dans les cantons de Privat et de Launay, et ses bornes, en référence aux arpentages primitifs de ces deux cantons, sont les suivantes, savoir:

A l'est: la paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel, dont la limite, à cet endroit, s'établit par la ligne séparant le lot numéro trente-un (31) du lot numéro trente-deux (32) dans chacun des dix rangs du canton de Launay;

A l'ouest: la ligne séparant le lot numéro vingt-six (26) du lot numéro vingt-sept (27), dans chacun des dix rangs du canton de Privat;

Au nord: les cantons de Languedoc et de Guyenne, et au sud: les cantons d'Aigubelle et de Manneville, sur telles largeurs que déterminées par les bornes précédentes.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Pierre-de-Privat, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Pierre-de-Privat décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts. De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SIXIÈME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chré-

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING:**

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } **W**HETHERAS the secre-
Deputy-Attorney- } tary to the duly
General. } appointed Commissioners
for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries assigned to the parish of Saint-Pierre-de-Privat, in the county of Temiscamingue, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury to be as follows, that is to say:

The territory—in the county of Temiscamingue—to be erected into a parish for civil purposes under the name of "The Parish of Saint-Pierre-de-Privat" is taken in the townships of Privat and Launay, and its boundaries, with reference to the original surveys of these two townships, are as follows, to wit:

On the east: the parish of Saint-Simon-de-Villemontel, the boundary of which, at this place, follows the divisional line between the lot number thirty one (31) and the lot number thirty two (32) of each of the ten ranges of the township of Launay;

On the west: the line dividing the lot number twenty six (26) from the lot number twenty seven (27), in each of the ten ranges of the township of Privat.

On the north: the townships of Languedoc and Guyenne, and on the south: the townships of Aigubelle and Manneville, for the widths determined in the foregoing boundaries.

KNOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Pierre-de-Privat aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Pierre-de-Privat to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes. Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTH day of FEBRUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty

tienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
587 C.-J. SIMARD.

two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
588 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Club Sportif Metro Liberal, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Donat Ferron, voyageur de commerce; Arthur Leblanc, restaurateur; Georges Quintal, peintre; Armand Carrière, marchand; Victor St-Germain, rentier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Former, établir, organiser, maintenir et construire dans la cité de Montréal, avec succursales s'il est jugé à propos, dans les cité de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe ou ailleurs dans toutes autres cités ou villes ou endroits de la province de Québec, un club ou cercle dans un but de récréations et d'instruction pour l'esprit et le délassement pour le corps, pour le bénéfice, l'avantage et l'amusement social, littéraire et musical des citoyens canadiens et de leurs amis, de promouvoir et procurer divers et tous les amusements et jeux que le conseil d'administration du club jugera à propos d'accorder à tous les membres du club, leurs camarades et amis, tous les privilèges et avantages et accommodations d'un club; de construire et d'en permettre l'usage aux actionnaires et aux membres, leurs camarades et amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixées; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club et faire généralement ce qui sera ou pourra être convenu dans l'intérêt du club de chacune de ses succursales;

D'acquérir par achat, bail ou autrement dans le but et pour l'avantage de ce club, des meubles et des immeubles et en particulier toutes formes et tous terrains, y construire des édifices, les meubler de meubles meublant, livres, instruments de musique, jeux et toutes autres accommodations;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie des paiements pour tous immeubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre ou avec l'approbation des actionnaires pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit; d'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien des bâtieses et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie, fixer le montant de telles contributions et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par le règlement de la compagnie;

Accepter toute personne autres que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Letters patent

"Club Sportif Metro Liberal, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1922, incorporating: Donat Ferron, commercial traveller, Arthur Leblanc, restaurateur, Georges Quintal, painter, Armand Carrière, merchant, Victor St-Germain, annuitant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To form, establish, organize, maintain and construct, in the city of Montreal, with branches, if deemed proper, in the city of Quebec, Three Rivers, Sherbrooke, St-Hyacinthe or elsewhere in any other city, town or localities of the province of Quebec, a club or association for the purposes of mental recreation and education, physical relaxation, the social, literary and musical benefit, advantage and amusement of Canadian citizens and their friends, to promote and procure various and all amusements and games which the board of directors may think fit to grant to all the club members, their comrades and friends, all the privileges and advantages and accommodation of a club; to construct a club and to permit the use thereof to the shareholders and members, their comrades and friends, either gratuitously, or subject to the conditions to be fixed, administer all and any of the affairs of such club and generally do what will or may be agreed upon in the interest of the club or any of its branches;

To acquire by purchase, lease or otherwise for the purposes and advantage of this club, moveables and immoveables and particularly any farms and lands, erect buildings thereon, equip them with furniture, books, musical instruments, games and other commodities;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company, in payment or part payment for any immoveables, rights or other property acquired by the company, under any title or with the approval of the shareholders as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever; to amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To receive from its shareholders some sort of contribution, annual or otherwise, for the maintenance of its exploitation, the upkeep of the buildings and generally for all matters connected with the affairs of the company, fix the amount of such contribution and collect by all legal means any contributions at the dates fixed by by-law of the company;

To accept any person, besides the shareholders of the company, as club member, endowed with all the privileges that the company may think fit to confer upon the conditions that may be fixed by it;

Établir des règlements pour le maintien de la compagnie, et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions de transport des actionnaires de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie par son bureau de direction le droit d'accepter ou de refuser tels transports et ce dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires;

Acquérir, posséder, administrer, lesdits immeubles et vendre, les échanger; construire toutes espèces de bâtisses pour les clubs d'amusements et de sport;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles servant à des fins de sport ou d'amusements et en retirer une rémunération quelconque;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de la dite compagnie;

Accepter des souscriptions au capital actions de la dite compagnie payables par versements;

Vendre aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stocks ou garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties dans toutes autres compagnies ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires directement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges pour garantir le paiement de prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avance par la compagnie aux acquéreurs ou pour les frais de constructions ou autres améliorations;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir les pouvoirs de disposer;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, faire le commerce d'immeubles ou toute autre partie d'iceux et en disposer et en développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrées ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Conclure avec toutes et chacune des autorités, soit fédérales, soit provinciales, soit municipales, locales ou autres, tout arrangement qui pourrait aider la compagnie à obtenir le but de l'objet de la compagnie;

D'obtenir de toute telle autorité tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Et exploiter une licence pour la vente des bières et du vin dans la compagnie sujet cependant aux dispositions de la loi concernant les liqueurs alcooliques;

To establish by-laws for the management of the company and the good conduct of its members, and such by-laws once approved by the majority of the shareholders of the company to have force of law and to oblige the shareholders of the company;

To fix the conditions of the transfer of the shareholders of the company and especially to reserve to the company by its board of directors the right to accept or refuse such transfers and that with a view to control the quality of its shareholders;

To acquire, possess, manage the said immovables and sell and exchange the same, construct all kinds of buildings for amusement and sporting clubs;

To take on lease and exploit for other persons or companies immovables used for sporting and amusement purposes and to draw therefrom any remuneration whatever;

To do all acts, transactions, and make all by-laws necessary or useful for the purposes of the said company;

To accept subscriptions to the stock of the company payable by instalments;

To sell any part of the immovables or other property belonging to the company, for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit, or to dispose, thereof otherwise and to accept cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To acquire, buy, possess, assign, sell, shares, stocks, debentures or securities in any other company having in whole or in part the same objects as those of the company or carrying on business directly for the benefit of this company and to dispose of the same;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advance by the company to purchasers or for buildings costs or other improvements;

To distribute among the shareholders of the company any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, or other securities in any other companies belonging to the company or which this company may be empowered to dispose of;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, deal in real estate or any part thereof, and to dispose of the same and to develop, improve, and lay out the whole or part of any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To construct dwelling houses and other buildings upon the said real estate or any part thereof;

To enter with all or any authorities, whether federal, provincial, municipal, local or otherwise, into any arrangement which may seem conducive to the attainment of the purposes and objects of the company;

To obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company may think advantageous to obtain and exercise;

And to operate a license for the sale of beer, and wine in the company's premises, subject however to the provisions of the Alcoholic Liquor Act;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Club Sportif Metro Liberal, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de janvier, 1922.

C.-J. SIMARD,

517 Le sous-secrétaire de la province.

"Chateau Frontenac Garage, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Marcel Tanguay, commis; J.-Arthur Lesage, courtier en immeubles, et Archibald-W. Laurie, comptable, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Tenir des garages d'automobiles et de véhicules-moteurs;

Faire le commerce de voitures, automobiles et autres dans toutes leurs branches, comprenant la fabrication, l'achat, la location, la vente de ces voitures et des accessoires, outils, huile et gazoline;

S'occuper de l'entretien et de la réparation d'automobiles, véhicules-moteurs et autres ;

Acquérir, louer ou autrement, se procurer des patentes, brevets d'invention, licences ou franchises quelconques se rapportant aux affaires de la compagnie et en disposer de quelque manière que ce soit;

Acquérir, louer, vendre ou autrement, disposer des propriétés et terrains pour les fins de son commerce;

Ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement se rapportant au commerce ou à l'industrie de la compagnie ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable en aucune manière;

Acquérir, louer ou échanger en tout ou en partie le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce, les propriétés mobilières et immobilières, licences et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies constituées en corporation, des sociétés et individus;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés mobilières et immobilières pour les fins dudit commerce;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies, constituées en corporation et émettre des débetures ou obligations avec garantie sur les biens meubles et immeubles de la compagnie;

Acquérir, louer ou autrement, posséder des patentes, brevets d'invention, licences, concessions, "caveats" ou des droits exclusifs dans certaines inventions qui puissent servir les fins de la compagnie et employer, exploiter ou vendre, donner à bail pour le crédit de la compagnie les patentes, brevets d'invention, droits exclusifs "caveats" ainsi acquis;

To do generally everything which may be useful or advantageous for the attainment of the above purposes ;

The powers specified in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Club Sportif Metro, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

518 Assistant Provincial Secretary.

"Chateau Frontenac Garage, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1922, incorporating: Marcel Tanguay, clerk, J. Arthur Lesage, real estate broker, and Archibald Laurie, accountant, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To keep automobile and motor-vehicle garages;

To deal in carriages, automobiles and other vehicles, in all branches thereof, including the manufacture, purchase, hire, sale of such vehicles and their accessories, tools, oils and gasoline;

To engage in the up-keep and repair of automobiles, motor and other vehicles;

To acquire, lease or otherwise secure patents, brevets d'invention, licenses or franchises whatsoever connected with the company's business and to dispose thereof in any manner whatever;

To acquire, lease, sell, or otherwise dispose of property and lands for its business purposes;

To open, possess and operate commercial branches;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, connected with the trade or business of the company or calculated to enhance the value thereof or to benefit the company in any manner;

To acquire, lease or exchange in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks, moveable and immoveable property, licenses and other rights and interests belonging to incorporated companies, partnerships and individuals ;

To acquire, possess, let, give on lease, sell, exchange or hypothecate moveable and immoveable property for its business purposes;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies and to issue debentures or bonds guaranteed by the moveable property of the company;

To acquire, lease or otherwise own patents, brevets d'invention, licenses, concessions, caveats, or exclusive rights as to certain inventions capable of being used for the company's purposes and to utilize, exploit or sell, give on lease for the credit of the company, the patents, brevets d'invention, exclusive rights, caveats thus acquired;

Promouvoir ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblables en tout ou en partie à celui de cette compagnie ou constituées dans le but d'acquérir l'achalandage de la compagnie ou toute partie d'icelles et organiser d'autres compagnies semblables;

Vendre, louer, échanger, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, commerce, licences ou brevets d'invention de la compagnie ou toutes autres compagnies exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toutes autres compagnies, d'individus ou sociétés;

Se fusionner avec toutes autres compagnies exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toutes autres compagnies ou sociétés et les payer soit en argent, débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

Agir comme agents ou courtiers de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs audit commerce;

Emprunter sur le crédit de la compagnie telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce et de son industrie, hypothéquer pour garantir les emprunts tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives et achalandage. Emettre des fonds ou débetures et pour garantir telles émissions, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement suivant le cas en faveur d'un ou plusieurs fiduciaires tout ou partie de ses biens, meubles et immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Château Frontenac Garage, Limitée", avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
553 C.-J. SIMARD.

" North End Motor Sales Co., Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Jefford Stephens Chadburn, John Coleman MacDonald, vendeur; de la cité de Montréal; Finler Graham, marchand, de la cité de Toronto, aux fins suivantes:

Faire affaires comme commerçants, réparateurs, nettoyeurs, remiseurs et entreposeurs d'automobiles, véhicules moteurs, motocycles, bateaux-moteurs, tricycles, velocipèdes et véhicules de toute espèce à propulsion mécanique ou autre, faire commerce de toutes machines, des engins, instruments, appareils dispositif, articles divers, fournitures, articles spéciaux, outillages, pièces, accessoires, lubrifiants, huiles, gazolines, ciments, solutions, peintures, émaux, ainsi que de toutes choses propres à servir en rapport avec iceux ou

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on a business altogether or partly similar to that of this company or formed for the purpose of acquiring the goodwill of the company or any part thereof, and to organize other similar companies;

To sell, lease, assign and transfer the whole or any part of the property, rights, franchise, clientele, business, licenses or patents of the company or of any other company carrying on a business similar to that of this company and in payment therefor to accept shares, bonds or other securities of such company or of any other companies individuals or partnerships;

To amalgamate with any other companies carrying on a similar business or any industry incidental to the company's business and acquire in any manner the property, franchise, contracts and business of any other companies or partnership and to pay for the same either in cash, debentures, shares or other securities of the company;

To act as agents or brokers for merchants or manufacturers for the sale of merchandise and goods incidental to the said business;

To borrow on the credit of the company such sums as may be necessary for the purposes of its business and trade, hypothecate to secure such loans the whole or part of its assets, immovables, credits and goodwill. To issue bonds or debentures to guarantee such issues, hypothecate or pledge, as the case may be, in favor of one or more trustees the whole or part of its moveable and immovable property, credits and goodwill;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do all things, and carry on any businesses which may be deemed necessary or expedient for the attainment of the purpose for which the company is incorporated, under the name of "Château Frontenac Garage, Limitée" with a total capital stock of forty eight thousand (\$48,000.00) dollars, divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,
554 Assistant Provincial Secretary.

" North End Motor Sales Co., Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1922, incorporating: Jefford Stephens Chadburn, John Coleman MacDonald, salenen; of the city of Montreal; Finler Graham, merchant, of the city of Toronto, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, repairers, cleaners, stores and warehouses, for automobiles, motor cars, motor cycles, motor boats, tricycles, velocipedes, and vehicles of all kinds whether moved by mechanical power, or not, and all machines, engines, implements, appliances, apparatus, sundries, supplies, specialties, equipments, parts, accessories, lubricants, oils, gasoline, cements, solutions, paints, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the maintenance, or working thereof respectively, and to

à leur entretien ou exploitation respectivement, tenir des salles de vente, des garages, entrepôts, ateliers de réparations et de machines, de métallurgie, menuiserie, être constructeurs, peintres et marchands;

Acheter, vendre, en faire commerce, réparer, convertir, attirer et trafiquer de machines, instruments, de matériel roulant et de la ferronnerie de toute sorte;

Exploiter et tenir des salles d'échantillons, garages, entrepôts, ateliers de réparations et machines et d'autres établissements pour exposer, recevoir, réparer ou vendre les articles sus-mentionnés ou tous effets mobiliers;

Etablir et sustenter, aider à fonder des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux membres, faire des paiements d'assurances, souscrire et garantir de l'argent pour fins charitables ou bienveillantes, ou pour aucun objet d'utilité publique, générale;

Faire affaires de toutes manières comme agents d'assurance et courtiers;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres, à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Acquérir et assumer à titre d'affaire exploitée ou autrement, la totalité ou aucune partie de l'entreprise, de l'actif, du passif d'aucune personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux du commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie et les payer totalement ou partiellement en obligations, en débetures, en actions libérées, en titres de la compagnie, ou autrement;

Acheter, prendre, ou acquérir par souscription originaire ou autre, détenir, vendre ou aliéner des actions du capital, ordinaires ou privilégiées, des débetures, bons et autres obligations d'aucune autre compagnie, et payer ces actions, parts, débetures ou obligations totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, aussi voter sur toutes les actions que possède ou détient la compagnie par le ministère d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, récépter avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, debentures

carry on general sales rooms, garage or garages, and, warehouses, repair and machine shops, metal working, wood working builders, and painters, and as merchants, to buy, sell, trade, repair, convert, alter and also to deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds;

To operate and maintain show rooms, garages, warehouses, repair and machine shops and other establishments, for the display, housing, repairing or sale, of the articles above mentioned or any moveable effects;

To establish and support, or aid in the establishment of associations, institutions, funds, and conveniences, calculated to benefit the members, and to make payments, toward insurance and to subscribe and guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any public, general or useful object;

To carry on the business of insurance agents and brokers in all its branches;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any trade marks, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret, or information, as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire and take over as a going concern or otherwise the whole or any part of the undertaking, assets and liabilities of any person, firm or corporation, carrying on any business in whole or in part, similar to that which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable, for the purpose of this company, and to pay for the same, either wholly or partly in bonds, debentures, paid up shares or securities of the company or otherwise;

To purchase, take over or acquire by original subscription, or otherwise, and to hold, sell or dispose of shares, of stock either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, and to pay for such shares, stocks, debentures or bonds either wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds or debentures or other securities of the company or otherwise, and to vote all shares owned or held by the company through such agent or agents, as the directors may appoint;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction, capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assists any such person, persons, firms or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities, of any such company and to sell, hold or reissue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To distribute in specie, or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures and other

ou autres valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies dont la présente compagnie peut détenir les actions, obligations, débetures ou autres titres;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitable, connexe ou subsidiaire à icelle;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer, à ces arrangements, droits, privilèges et concessions et franchises;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la présente compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la présente compagnie, et généralement acheter, prendre à bail, en échange, ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux à l'objet de son commerce;

Vendre, ou disposer de l'entreprise et de l'actif de la présente compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie trouvera convenables, et plus particulièrement des actions, obligations ou débetures d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la présente compagnie;

Pour faire connaître les produits, opérations, activités et services de la compagnie ou d'aucun de ses associés, prendre les moyens qu'on croira convenable, et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, lettres, expositions d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de pamphlets, livres et périodiques, octroi de récompenses, prix ou dons, conduire et tenir une agence générale de publicité, faire aussi toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui, selon la loi de ce pays étranger, représenteront la présente compagnie et recevront signification pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Rémunérer par paiement en argent, en actions, en obligations, ou d'aucune autre manière, une ou plusieurs personnes ou corporations pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Consentir des avances aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, par procureurs ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

securities of any other company or companies whose shares, bonds, debentures or otherwise this company may hold;

To invest and deal with the monies of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company, capable of being conveniently carried on in connection with the companies business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the companies property or rights;

To enter into any arrangement with any government, authorities, provincial, municipal or local that may seem conducive to the companies objects, and obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on, or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring, or assuming all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and generally to purchase, take on lease, or in exchange, or otherwise acquire any real or personal property, and any rights and privileges, which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertakings of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the products, the operations, the activities and services of the company or of any of its associates as may seem expedient, and in particular by advertising in press, by circulars, letters, by exhibitions of art works of interest, or by the publication of pamphlets, books and periodicals; or by the granting of rewards, prizes or donations, and to conduct and operate a general advertising business, and to do all and such things as are incidental, or conducive to the attainment of the foregoing objects;

To procure the registration of the company and its recognition in foreign countries, and to designate persons therein to represent the company and to accept service on its behalf in any suit or legal proceeding;

To remunerate by payment in cash, stock, bonds, or any other manner any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the stock of the company, or in or about the formation or promoting of the company, or in the conduct of its business;

To make advances to customers, or others dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To do any or all of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise, and by and through agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

L'interprétation des pouvoirs accordés dans aucun paragraphes des présentes ne sera pas limitée ou restreinte par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "North End Motor Sales Co., Limited", avec un fonds social total de quarante cinq mille piastres (\$45,000.00). Le capital de la compagnie est divisé en quatre cent cinquante (450) actions et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-sept mille cinq cents piastres (\$27,500.00).

Les actions seront émises et réparties au prix de cent piastres (\$100.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

557

C.-J. SIMARD.

" Agence de Règlements, Limitée—Settlement Agency, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Joseph-Albert Lafrance, agent-financier; Raoul Fournier, gérant de ventes; Arthur-Charles O'Donoghue, courtier en assurances; François-Armand Terrault, agent, Montréal; Flavien Basilières, comptable, Iberville, P. Q., dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir des créances de marchands ou autres, se charger de percevoir ou recouvrer des créances pour le compte des intéressés;

S'occuper ou se charger de percevoir des loyers, de propriétés ou autres, effectuer les assurances de feu et autres, voir à l'entretien ou réparations des propriétés ou autres;

Acquérir en totalité le bureau de perception et recouvrements de J.-Albert Lafrance, enregistré sous le nom de "Settlement Agency Reg'd ou Agence de Règlements Enrg.," et de payer la dite acquisition en tout ou en partie en parts de la nouvelle compagnie;

Employer des parts de son capital-actions pour faciliter ses transactions;

Agir comme entremetteur ou agent pour s'occuper d'affaires généralement, sous le nom de "Agence de Règlements, Limitée—Settlement Agency, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

555

C.-J. SIMARD.

" Black Bridge Hotel, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Charles Slabotsky, bourgeois; James B. Jarvis, courtier; Moe Slabosky, indus-

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part the same and similar to those of this company;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph thereof shall not be limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "North End Motor Sales Co., Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00). The capital stock of the company is divided into four hundred and fifty (450) shares each, and the amount with which the company will commence its operations will be twenty seven thousand five hundred dollars (\$27,500.00).

Shares shall be issued and allotted at the price of one hundred dollars (\$100.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the company, this nineteenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

558

" Agence de Règlements, Limitée—Settlement Agency, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1922, incorporating: Joseph Albert Lafrance, financial agent, Raoul Fournier, sales manager, Arthur Charles O'Donoghue, insurance broker, François Armand Terrault, agent, Montreal and Flavien Basilières, accountant, Iberville, P. Q., for the following purposes:

To buy or otherwise acquire credits from merchants or others, to undertake the collection of credits for the account of interested parties;

To engage in and undertake the collection of rentals of property or other rents, place fire and other insurance, see to the up-keep and repair of property or otherwise;

To acquire *en bloc* the collection bureau of J. Albert Lafrance, registered under the name of "Settlement Agency Reg'd or Agence de Règlements Enrg." and to pay for that said acquisition in whole or in part with shares of the new company;

To apply shares of its capital stock to facilitate its transactions;

To act as go-betweens or agents for the transaction of business generally, under the name of "Agence de Règlements, Limitée—Settlement Agency, Limited", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

556

" Black Bridge Hotel, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1922, incorporating: Charles Slabotsky, gentleman; James B. Jarvis, broker; Moe Slabosky, manufacturer; Max Cle-

triel; Max Clemons, commis; Abraham Gordon, commis, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Etre tenanciers d'hôtel, de restaurant, café et taverne, acheter, édifier ou acquérir ce commerce;

Emettre des bons, débetures ou obligations relatives à ce commerce;

Acquérir de l'immeuble et émettre des hypothèques, des actions concernant ce commerce, emprunter sur hypothèque et trafiquer de tous genres de valeurs foncières et hypothécaires, payer les services rendus ou à être rendus à la compagnie en actions entièrement libérées de la présente corporation, sous le nom de "Black Bridge Hotel, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 131 rue Common, à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

571

C.-J. SIMARD.

"Adanac Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat; Francis George Bush, teneur-de-livres, et William Patrick Creagh, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

a. Acheter, vendre, trafiquer à commission ou autrement, assembler, échanger, construire, fabriquer, convertir, exploiter, louer, prendre ou céder à bail, importer, exporter, faire commerce de, réparer soit comme manufacturiers ou marchands en gros ou au détail, commerçants ou "jobbers", marchands à commission, agents ou facteurs, et autrement trafiquer et disposer de:

1. Voitures et véhicules de toute catégorie et description susceptibles de propulsion, de toute forme d'énergie pour le transport des choses animées ou inanimées dans les airs, sur terre ou sur mer, y compris, sans préjudice à l'énumération précédente dans sa généralité, les automobiles, camions, aéroplanes, motocyclettes, cycles, tricycles, bicyclettes, bateaux-moteurs, bateaux à voiles, bateaux à rames, hydroplanes, autobus, aérostats, taxis, avions maritimes, bateaux-avions, nacelles, dirigeables et ballons;

2. Moteurs, engins, bouilloires, engins maritimes, machines, outils, roues, bordages, pneus à vent et autres, flexibles et inflexibles, solides et non solides, reliefs, garde-pneus, protecteurs, outillages et pièces de tout genre et description;

3. Des huiles, gazolines, graisses, cuirs, bois, substances fibreuses et produits d'icelles, accoutrements de chauffeurs, gants, chapeaux, ulsters, robes, outils, sacs de réparation et tous outillages divers à moteur, accessoires, pièces, nouveautés, spécialités, matériaux, articles et fournitures employés dans la construction, l'opération ou la réparation de ce qui précède;

4. Appareils et dispositifs mécaniques et électriques, des machines et outils de toute espèce connexes aux ateliers mécaniques et électriques, et les choses de tout espèce utilisables, utiles, appropriées, ou paraissant propres à servir en rapport avec l'industrie et les fins de la compa-

mons, clerk; Abraham Gordon, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To exercise the trade of hotel, restaurant, café and tavern keepers, to buy, build or acquire such trade;

To issue bonds, debentures or obligations relating to such trades;

To acquire immoveable and issue mortgages, shares relating to such trade or to borrow on mortgage and, to trade in all kinds of real estate and mortgages, to pay any service rendered to the company or to be rendered with fully paid up shares of this company, under the name of "Black Bridge Hotel, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at 131 Common street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

572

Sasistant Provincial Secretary.

"Adonac Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1922, incorporating Frank Breadon Common, advocate; Francis George Bush, bookkeeper, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following:

a. To buy, sell, deal in on commission or otherwise, assemble, exchange, construct, manufacture, convert, operate, lease, rent, let for hire, import, export, trade in and repair either as manufacturers, or wholesale or retail merchants, and traders or jobbers, or commission merchants, agents or factors, and otherwise traffic in and with:

1. Conveyances and vehicles of every kind and description capable of being moved and any form of power for the transportation of things, animate or inanimate, by air, land or water, including without prejudice to the generality of the foregoing, automobiles, trucks, aeroplanes, motor cycles, cycles, bicycles, tricycles, motor boats, sail boats, row boats, hydroplanes, autobus cars; aerostats taxi-cabs, seaplanes, flying boats, airship, dirigibles and balloons;

2. Motors, engines, boilers, marine engines, machinery, tools, wheels, rims, pneumatic and other flexible and inflexible and puncturable and non-puncturable tires, treads, tire casings, and protectors, and equipment and parts of every kind and description;

3. Oils, gas, gasolenes, greases, leathers, wood, fibrous substance and the products thereof, and drivers uniforms, gloves, hats, ulsters, robes, tools, repair kits and any and all sundry motor equipment and accessories, parts, novelties, specialties, materials, articles and supplies used in the construction, operation or repairing of the foregoing;

4. Mechanical and electrical appliances, apparatus, machinery and tools of all kinds appertaining to mechanical and electrical works, and things of all kinds applicable to or useful or convenient for, or which may seem capable of being used in connection or in relation with the business

gnie; se livrer aussi aux opérations consistant à transporter les marchandises, effets, denrées, le bois, le minéral, la houille, l'acier, les matériaux de construction, les grains et passagers par terre et sur mer, et se livrer à un négoce général d'expédition, camionnage et factage;

b. Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables.

c. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, ou renseignements ainsi acquis;

d. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, l'outillage, le fonds de commerce;

e. Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif, ou d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et payer, en parts et obligations de la présente compagnie ou par les deux moyens;

f. Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débiteures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

g. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires, que la compagnie est autorisée propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, société, association; souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

h. Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

and purposes of the company; and to carry on the business of transportation of goods, wares, merchandise, timber, ore, coal, steel, building material, grain and passengers by land and water and to engage in a general forwarding, trucking and carting business;

b. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

c. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

d. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

e. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

f. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

g. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

h. To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

i. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou pouvoir, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune personne, compagnie ou corporation, avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune personne, compagnie ou corporation;

k. Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

l. Distribuer en espèce ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

m. Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

n. Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

o. Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, par l'entremise de fiduciaires, agents ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Adanac Motors, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
585 C.-J. SIMARD.

"Rodrigue, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1922, constituant en corporation: Joseph-Aquila Rodrigue, manufacturier; Louis Ruelland, voyageur de commerce; Joseph-Edmond Plamondon, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

De faire commerce de chaussures en gros ou en détail;

D'agir comme agents commissaires pour les manufacturiers et les négociants;

i. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute toward carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

j. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by or any such company or corporation;

k. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

l. To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company, formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

m. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

n. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

o. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others under the name of "Adanac Motors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1922.

C. J. SIMARD,
596 Assistant Provincial Secretary.

"Rodrigue, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1922, incorporating: Joseph Aquila Rodrigue, manufacturer; Louis Ruelland, commercial traveller; Joseph Edmond Plamondon, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail boot and shoe business;

To act as commission agents for manufacturers and merchants;

De faire le commerce d'importation ou d'exportation en gros ou en détail de cuirs ou chaussures;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, sous le nom de "Rodrigue, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
597 ALEXANDRE DESMEULES.

To carry on the business of wholesale and retail importers or exporters of leather and footwaer;

To borrow money upon the credit of the company, under the name of Rodrigue, Limitée, with a total capital stock of forty nine thousand (\$49,000.00) dollars, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES,
598 Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Saint Francis Valley Railway Company, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux délais pour commencer et parachever la construction de son chemin de fer.

Montréal, 24 janvier 1922.

Les procureurs de "Saint Francis Valley Railway Company",
GEOFFRION, GEOFFRION &
413-44 PRUD'HOMME.

James Dance, docteur en chirurgie dentaire, des cité et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il présentera, durant la session actuelle, un bill privé à l'effet d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen, le tout suivant permission dudit collège.

Montréal, 25 janvier 1922.

Les procureurs de James Dance,
LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES.
421-44

Avis est donné par les présentes que la compagnie dite "L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de faire disparaître tous doutes sur les pouvoirs de la cité de Trois-Rivières de garantir les obligations émises par cette compagnie et de ratifier et confirmer, à toutes fins que de droit, le règlement 364 adopté aux fins susdites par la cité de Trois-Rivières, le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373, adopté le 2 septembre 1919.

Québec, 26 janvier 1922.

Les avocats de la requérante,
440-44 BEIQUÉ & BEIQUÉ.

CITÉ DE VERDUN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Ratification des règlements Nos 179 et 180 pour l'expropriation d'un certain lopin de terre connu comme étant une partie du lot No 4675 du cadastre de la paroisse de Montréal, pour ouvrir

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the "Saint Francis Valley Railway Company", a body politic and corporate, having its chief office and place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act granting new delays for the commencement and completion of its railway.

Montreal, 24th January, 1922.

GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME,
Attorneys for "Saint Francis Valley Railway Company".
414-44

James Dance, doctor in dental surgery, of the city and district of Montreal, hereby gives notice that he will present a private bill, during the present session, to the effect of authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members after examination, the whole under permission of the said college.

Montreal, 25th January, 1922.

LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES,
Attorneys for James Dance.
422-44

Notice is hereby given that the company "L'entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to the effect of putting and end to every doubt on the powers of the city of Three Rivers to guarantee the bonds issued by the said company and to ratify and confirm for all lawful purposes, the by-law No. 364 adopted to that effect by the city of Three Rivers, the 20th of January, 1919, as amended by the by-law No. 373, adopted the 2nd of September, 1919.

Quebec, 26th January, 1922.

BEIQUÉ & BEIQUÉ,
450-44 Attorneys for applicant.

CITY OF VERDUN.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matter, to wit:

Confirmation of by-laws Nos. 179 and 180 to expropriate a certain parcel of land known as part of lot No. 4675 cadastre parish of Montreal, to open Wellington street, authorisation (a) to

ture de la rue Wellington, l'autorisation (a) d'emprunter de l'argent destiné à l'exécution de travaux permanents dans les rues de la cité, à la demande écrite des seuls propriétaires d'immeubles sur lesdites rues, (b) la vente des propriétés immobilières appartenant à la cité, (c) l'adoption de règlement déterminant le genre de bâtisses pouvant être construites sur certaines rues, et à quelle distance de l'alignement des rues, les bâtisses peuvent être construites, (d) l'adoption de règlement exigeant que le propriétaire d'une bâtisse installe des soupapes d'égouts automatiques, (e) l'adoption de règlements imposant des taxes aux compagnies de services publics opérant dans la cité, l'autorisation de nommer un gérant, de fixer ses attributions et devoirs, la ratification d'une donation faite des lots 3402-10, 3402a-12 et 3267-48, et pour d'autres fins.

Montréal, 23 décembre 1921.

Les avocats de la cité de Verdun,
457—44 FAUTEUX & FAUTEUX.

borrow moneys to do permanent works in the streets of the city, upon written petition only of the proprietors of immoveable along said streets, (b) to sell the immoveable properties belonging to the city, (c) to adopt by-laws to regulate the kind of buildings on certain streets and to determine at what distance from the line of the streets buildings may be erected, (d) to adopt by-laws to require from the owner of any building to install automatic sewer valves, (e) to adopt by-laws imposing taxes on companies operating public utilities within the city, authorization to appoint a manager and to determine his attribution and duties, the ratification of the donation made of lots 3402-10, 3402a-12 and 3267-48, and for other purposes.

Montreal, 23rd December, 1921.

FAUTEUX & FAUTEUX,
458—44 Attorneys for the city of Verdun.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, au cours de la présente session, pour un bill érigeant en municipalité de paroisse distincte, sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Larouche", un certain territoire à être détaché pour une partie du canton Labarre, comté du Lac Saint-Jean, et pour l'autre partie du canton Kénogami, comté de Chicoutimi, et comprenant les lots suivants:

a. Lots à être détachés de la municipalité du canton Kénogami, comté de Chicoutimi:

Les lots du rang A nord; les lots des rangs I, II, III et IV; les lots 41 inclusivement à 56 inclusivement, du rang V; les lots 43 inclusivement à 58 inclusivement du rang VI; les lots 43 inclusivement à 58 inclusivement du rang IV nord du chemin Kénogami; les lots 41 inclusivement du rang III nord du chemin Kénogami; les lots 41 inclusivement à 58 inclusivement du rang II nord du chemin Kénogami.

b. Lots à être détachés de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac Saint-Jean:

Les lots 32 inclusivement à 42 inclusivement du rang Saguenay, canton Labarre; les lots 26 inclusivement, à 37 inclusivement des rangs IX et X du canton Labarre.

c. Lots à être détachés de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Lac Saint-Jean:

Les lots 25 inclusivement à 30 inclusivement des rangs I est, II est et III est du canton Labarre, les lots 3 inclusivement à 25 inclusivement du rang X du canton Labarre.

Québec, le 16 janvier 1922.

Les procureurs,
261—3-4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act erecting into a separate parish municipality, under the name of "The municipality of the parish of Larouche", a certain stretch of land to be detached partly from township Labarre, county of Lake Saint John, and partly from township Kenogami, county of Chicoutimi, and comprising the following lots, namely:

a. Lots to be detached from the municipality of the township of Kenogami, county of Chicoutimi:

The lots of range A north; the lots of the ranges I, II, III and IV; the lots 41 inclusively to 56 inclusively of range V; the lots 43 inclusively to 58 inclusively of range VI; the lots 43 inclusively to 58 inclusively of range IV north of Kenogami road; the lots 41 inclusively to 58 inclusively of range III north of Kenogami road; the lots 41 inclusively to 58 inclusively of range II north of Kenogami road.

b. Lots to be detached from the parish of Saint-Joseph-d'Alma, county of Lake Saint-John:

The lots 32 inclusively to 42 inclusively of the Saguenay range, township of Labarre; the lots 26 inclusively to 37 inclusively of the ranges IX and X of the township of Labarre.

c. Lots to be detached from the parish of Saint-Bruno, county of Lake Saint-John:

The lots 25 inclusively to 30 inclusively of the ranges I east, II east and III east of the township of Labarre; the lots 3 inclusively to 25 inclusively of range X of the township of Labarre.

Québec, January 16th, 1922.

LAPINTE & ROCHETTE,
262—3-4 Solicitors.

Avis est par les présentes donné par le Révérend Thomas Nelson, Joseph Parris, Joseph Duncan, en leur nom personnel et au nom d'autres personnes qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander un bill privé les constituant en un corps politique et incorporé connu sous le nom de African Methodist Episcopal Church, pour fonder et entretenir des églises, missions, écoles et des presbytères; pour nommer et choisir des ministres de la religion selon des règles à être adoptées; pour autoriser de tels églises et ministres à célébrer les mariages, baptêmes et enterrements; pour tenir des registres de l'état civil selon la loi; et aussi pour acheter, détenir, cons-

Notice is hereby given by the Reverend Thomas Nelson, Joseph Parris, Joseph Duncan, in their own name and in the name of other persons, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for a private bill constituting them a body politic and corporate known under the name of African Methodist Episcopal Church, to found and establish churches, missions, schools and presbyteries; to name and select ministers of the religion according to the regulations to be adopted; to authorize such ministers to celebrate marriages, baptisms and burials; to keep registers of civil status according to law; and also to buy, hold, construct and alienate or hypothecate immo-

truire et aliéner ou hypothéquer des propriétés immobilières pour fins religieuses et éducationnelles en rapport avec ladite Eglise.

Montréal, 29 septembre 1921.
L'avocat des demandeurs, 43 édifice Duluth,
Montréal,
265-3-4 R. STANLEY WEIR, C.R.

veable properties for religious and educational purposes in connection with the said Church.

Montreal, September 29th, 1921.
R. STANLEY WEIR, K. C.,
266-3-4 Attorney for applicants, 43 Duluth
building, Montreal.

Département des affaires municipales

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LA PARTIE SUD-EST DU CANTON DE LORANGER.

Avis public est par le présent donné que sur une requête de ladite municipalité en date du huit novembre 1920, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil en date du 23 novembre 1921, de changer le nom de ladite municipalité de la partie sud-est du canton de Loranger en celui de "La municipalité de Lacaille," le tout suivant les dispositions de l'article 48 du Code municipal.

Donné à Bellerive Station, ce quatorzième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux.

Le maire,
SEM. LACAILLE.

Le secrétaire-trésorier,
ALPHONSE LERICHE.

N. B.—L'avis changeant le nom de la municipalité du canton de Loranger en celui de municipalité de Lacaille, publié dans la *Gazette Officielle* du 21 janvier 1922, à la page 139 est nul.
593

Department of Municipal Affairs

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE SOUTH EAST PART OF THE TOWNSHIP OF LO- RANGER.

Public notice is hereby given that on a petition of the said municipality dated the 8th of November, 1920, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 23rd of November, 1921, to change the name of the said municipality of the south east part of the township of Loranger to that of "The Municipality of Lacaille", the whole pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code.

Given at Bellerive Station, this fourteenth day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty two.

SEM. LACAILLE,
Mayor.

ALPHONSE LERICHE,
Secretary-Treasurer.

N. B.—The notice changing the name of the municipality of the township of Loranger to that of the municipality of Lacaille, published in the *Official Gazette* of the 21st of January, 1922, on page 139, is null.
594

Département de l'instruction publique

133-22.

Québec, 25 janvier, 1922.

Demande est faite de substituer le nom de "Ville LaSalle" à la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Lachine, alias Saints-Anges-de-Lachine, comté de Jacques-Cartier. 503-5-2

133-22.

Quebec, 25th January, 1922.

Application is made to substitute the name of "Ville LaSalle" to the school municipality of Saint-Michel-de-Lachine, alias Saints-Anges-de-Lachine, county of Jacques-Cartier. 504-5-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Dominion Life Assurance Company" a été enregistrée, pour faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie le et après le deuxième jour de février 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont: L. W. O'Donnell, 234 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de février 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances.

F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 549-5-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Dominion Life Assurance Company" has been registered, to transact within the Province of Quebec, the business of life insurance on and after the second day of February, 1922.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: L. W. O'Donnell, 234 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this second day of February, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 550-5-2

Avis de liquidation.

Avis est par le présent donné, sous l'autorité de l'honorable trésorier de la province, par l'inspecteur des sociétés de secours mutuels, que le permis du "Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association", de Hornell, N. Y., a été annulé; que ses contrats avec ses sociétaires prendront fin le 15 février 1922; et que le 21 mars 1922, ledit inspecteur demandera à la Cour supérieure du district de Bedford, siégeant à Sweetburg, Qué., à 10 heures du matin, de nommer William Francis Bowles, Esq., de Cowansville, Qué., liquidateur pour liquider ses affaires, selon la loi.

L'avocat de l'inspecteur des sociétés
de secours mutuels,
533-5-2 R. F. STOCKWELL.

Winding-up notice.

Notice is hereby given, under the authority of the Honourable the Provincial Treasurer, by the inspector of mutual benefit associations, that the license of the "Supreme Council of the Catholic Mutual Benefit Association", of Hornell, N. Y., has been cancelled; that its contracts with its members shall terminate on the 15th of February, 1922; and that on the 21st day of March, 1922, the said inspector will petition the Superior Court of the district of Bedford sitting at Sweetburg, Quebec, at the hour of 10 o'clock in the morning, for the appointment of William Francis Bowles, Esq. of Cowansville, Quebec, as liquidator to wind up its affairs in the manner provided by law.

R. F. STOCKWELL,
Attorney for the Inspector of Mutual
534-5-2 Benefit Association.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
563-6-5 J.-M. GUERARD.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
577-6-5 ARMAND LONGTIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Pérusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER.
595-6-5

Cour Supérieure, No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,
564-6-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.

ARMAND LONGTIN,
578-6-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montreal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,
& PELLETIER,
596-6-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to ester en justice; vs Max Knoff of the same place.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
475-5-5 BUDYK & BUDYK.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,
476-5-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédéric Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
491-5-5 GIROUX & GIROUX.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,
492-5-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
507-5-5 PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER,
508-5-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Mérici, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
543-5-5 ASSELIN & SIMARD.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Mérici, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,
544-5-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145.

Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
551-5-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145.

Dame Lucie Thibodeau, wife common as to property of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
552-5-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
J. V. D'ARTOIS,
Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.
445-5-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, January 24th, 1922.

446-4-5

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
367—4-5 BLAIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
383—4-5 PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, dûment autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
43 immeuble Duluth, Montréal. 233—3-5 R. STANLEY WEIR.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
239—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 909.

Dame Marguerite-Esther Beguin, épouse commune en biens de Jean-Henri Van Koolbergen, instituteur, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, le 4 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
85—2-5 J.-A.-E. DION.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure.

Dame Adélie Vallée, épouse commune en biens de Raymond Labbé, de Stanstead, demanderesse; vs ledit Raymond Labbé, cultivateur du même lieu, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée en cette cause.

Sherbrooke, 5 Janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
103—2-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

BLAIN & SIMARD,
368—4-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,
384—4-5 VALLEE & GENEST,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,
43 Duluth building, Montreal. 234—3-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
240—3-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 909.

Dame Marguerite-Esther Beguin, wife common as to property of Jean-Henri Van Koolbergen, teacher, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, January the 4th, 1922.

J.-A.-E. DION,
86—2-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court.

Dame Adélie Vallée of Stanstead, wife of Raymond Labbé, of the same place, plaintiff; vs the said Raymond Labbé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Sherbrooke, 5th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
104—2-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2916.

Dame Zénéide Bélanger, épouse de Léon Paquet, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Léon Paquet, journaliste, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trentième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Québec, 4 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
113—2-5 BEDARD & FLYNN

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2916.

Dame Zeneide Belanger, wife of Leon Paquet, of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Leon Paquet, laborer, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the thirtieth day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

Quebec, January 4th 1922.

BEDARD & FLYNN,
114—2-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2338.

Dame Sadie Milberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Guretsky alias Max Melden, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Max Guretsky alias Max Melden, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
179—2-5 M. GARBER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2338.

Dame Sadie Milberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Guretsky alias Max Melden, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Max Guretsky alias Max Melden, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 1st of November, 1921.

M. GARBER,
180—2-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
547—5-5 ERNEST CHARETTE.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in separation from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,
548—5-5 Solicitor for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Les procureurs du requérant,
ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
349—4-5 GODBOUT.

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the date of the last insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
350—4-5 GODBOUT,
Attorneys for applicant.

**AUX ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE
DES TRAMWAYS DE MONTREAL**

**TO THE SHAREHOLDERS OF "MONTRA
TRAMWAYS COMPANY."**

Avis est aux présentes donné aux actionnaires de la compagnie des Tramways de Montréal, conformément à l'article 6496 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, qu'à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, tenue le 13 décembre 1921, la balance due sur le capital nouveau émis en conformité d'une résolution du conseil d'administration de la compagnie, en date du 22 juillet 1915, devient dû et payable comme suit:

Deuxième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er février 1922.

Troisième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er mars 1922.

Quatrième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er avril 1922.

Cinquième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er mai 1922.

Sixième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er juin 1922.

Septième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 2 juillet 1922.

Huitième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er août 1922.

Neuvième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 1er septembre 1922.

Dixième appel de 10% ou \$10.00 par part, payable le 2 octobre 1922.

Les actionnaires peuvent payer tous les appels ensemble, s'ils le désirent, et en ce faisant ils recevront le dividende régulier à compter de la date de paiement.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.

129

Notice is hereby given to the shareholders of Montreal Tramways Company, in accordance with article number 6496 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that at a meeting of the board of directors of the company, held on the 13th day of December, 1921, the balance due on the new stock issued in accordance with the resolution of the board of directors of the company, of the 22nd July, 1915, becomes due and payable as follows:

Second call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st February, 1922.

Third call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st March, 1922.

Fourth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st April, 1922.

Fifth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st May, 1922.

Sixth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st June, 1922.

Seventh call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 2nd July, 1922.

Eighth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st August, 1922.

Ninth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 1st September, 1922.

Tenth call of 10% or \$10.00 per share, payable on the 2nd October, 1922.

Shareholders desiring to do so may pay all of the calls together, and by doing so will receive the regular dividend from the date of payment.

PATRICK DUBEE,
Secretary-Treasurer.

130

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies licensed to do business

La Compagnie "McFarlane-Douglass Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 34a rue Dorchester, Montréal, district de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Edward Baxter, gérant, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 30 janvier 1922.

559

The "McFarlane-Douglass Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 34a Dorchester street, Montreal, district of Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Edward Baxter, manager, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 30th January, 1922.

560

La Compagnie "S. R. Hart & Co., Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 99 rue Saint-Jacques, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les

The Company "S. R. Hart & Co., Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 99 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving

assignments en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A.-C. Champion, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 janvier 1922. C.-J. SIMARD. 561

La Compagnie "Victoria Paper & Twine Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignments en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Sydner W. Ewing, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

Québec, 7 janvier 1922. C.-J. SIMARD. 580

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. C. Champion, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary. Québec, 27th January, 1922. 562

The "Victoria Paper & Twine Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Sydner W. Ewing, of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary. Québec, 7th January, 1922. 590

Minutes de notaire

Québec, 6 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. N.-Henri Tardif, notaire, résidant et pratiquant à Saint-Casimir, comté de Portneuf, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon-Edouard Lacoursière, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

573-6-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 11 janvier 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph Sirois, notaire, pratiquant et demeurant en la cité de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu sieur Louis-Philippe Sirois, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

169-2-5 C.-J. SIMARD.

Ordres de Cour

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 98.

Le premier jour de février 1922.

Présent : Son Honneur M. le juge White

Bachand & Dionne, corporation légale dont le siège social est à Coaticook, dans le district de Saint-François, demanderesse; vs Pierre Paquette, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur; et J. S. Mitchell & Company, Ltd., corporation légale dont la principale place d'affaires et le bureau-chef sont dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, opposant.

Notarial Minutes

Québec, 6th February, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. N. Henri Tardif, notary, residing and practicing at Saint-Casimir, county of Portneuf, district of Quebec, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Edouard Lacoursière, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary. Québec, 6-5

Québec, January 11th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Sirois, notary, practicing and residing in the city of Quebec, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Philippe Sirois, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary. Québec, 170-2-5

Rules of Court

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 98.

The first day of February, 1922.

Present: His Lordship Mr. Justice White.

Bachand & Dionne, a body corporate and politic, having its head office at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, plaintiff; vs Pierre Paquette, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant; and J. S. Mitchell & Company, Ltd., a body corporate and politic, having its principal office and place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, opposant.

La cour ayant entendu l'opposant par son conseil sur le mérite de sa motion d'ordonnance d'appel des créanciers du défendeur, examiné la procédure et la preuve au dossier, et délibéré sur le tout.

Motion de l'opposant:

Attendu que l'opposition afin de conserver produite aux présentes par l'opposant a été maintenue le 31 janvier dernier 1922, et qu'il a été ordonné que ledit opposant soit colloqué et payé au marc la livre avec tous les autres créanciers du défendeur pour le montant de sa réclamation, à savoir: \$147.50.

Ordonne que, par un avis deux fois inséré dans les langues française et anglaise dans la *Gazette officielle de Québec*, les créanciers du défendeur soient appelés et requis de produire leurs réclamations dans la présente cause au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date d'insertion de la première annonce, le tout en conformité des articles 673 et 674 du Code de procédure de cette province, le tout avec dépens.

Le juge de la Cour supérieure,
(Signé) CHAS D. WHITE.

Vraie copie,
LEONARD & BACHAND,
P. C. S.

583-6-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 583.

Re: Pierre-Donat Pard, marchand, de Saint-Rémi-de-Tingwick, demandeur; vs Alfred Bourassa, de Saint-Rémi-de-Tingwick, défendeur; et Charles Roux, commerçant, de Tingwick, opposant.

Il est ordonné aux créanciers de Alfred Bourassa, de Saint-Rémi-de-Tingwick, de produire au greffe de la Cour supérieure leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Arthabaska, 3 février 1922.

Le protonotaire de la Cour supérieure,
MARCEAU & PICHÉ.

Les procureurs de l'opposant,
PERRAULT, LAVERGNE & GIROUARD.

Vraie copie,
MARCEAU & PICHÉ,
607-6-2 P. C. S.

The Court having heard the opposant by its counsel on the merits of its motion for order to call in creditors of defendant, examined the proceedings and proof of record, and having deliberated thereon.

Whereas on motion on behalf of the opposant:

Inasmuch as the opposition *afin de conserver* herein produced and filed by opposant was, on the 31st January last, 1922, maintained and it was ordered that said opposant be collocated and paid *au marc la livre* with all the other creditors of defendant the amount of his claim, to wit: \$147.50.

Doth order that by a notice to be twice inserted in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the defendant be called in and required to file their claims in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Saint-François, within fifteen days from the date of the insertion of the first advertisement, the whole in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Procedure of this Province, the whole with costs.

(Signed) CHAS D. WHITE,
J. S. C.

True copy,
LEONARD BACHAND,
P. S. C.

584-6-2

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 583.

Re: Pierre Donat Pard, merchant, of Saint-Rémi-de-Tingwick, plaintiff; vs Alfred Bourassa, of Saint-Rémi-de-Tingwick, defendant; and Charles Roux, trader, of Tingwick, opposant.

It is ordered to the creditors of Alfred Bourassa, of Saint-Rémi-de-Tingwick, to file their claims with the clerk of the Superior Court, with thin fifteen days from the date of the present insertion for the present notice.

Arthabaska, February 3rd, 1922.

MARCEAU & PICHÉ,
Prothonotary of the Superior Court.
PERRAULT, LAVIGNE & GIROUARD,
Attorneys for opposant.

A true copy,
MARCEAU & PICHÉ,
608-6-2 P. S. C.

Soumissions

Avis public est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues au bureau de C.-N. Dorion, avocat, de la cité de Québec, d'ici le 15 mars 1922, pour l'achat de \$40,000.00 de débetures de la Commission scolaire de la ville de Donacona.

La transaction devra être opérée le premier avril 1922.

Toute information relative à cet emprunt pourra être obtenue du soussigné.

Ledit emprunt a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en Conseil le 19 janvier 1922.

L'avocat,
(Signé) C.-N. DORION,
Chambre 308, immeuble "Quebec Railway",
Québec. 581

Tenders

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of C. N. Dorion, advocate, of the city of Quebec, up to the 15th of March, 1922, for the purchase of \$40,000.00 of debentures of the School Commission of the town of Donacona.

The transaction must be completed the first April, 1922.

For further particulars respecting the said loan, apply to the undersigned.

The said loan has been approved by the Lieutenant Governor in Council, the 19th of January, 1922.

C. N. DORION,
Advocate.
Room 308, "Quebec Railway" building,
Québec. 582

Province de Québec, ville de La Tuque.

Soumissions demandées pour vente de débetures, des syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La Tuque, P. Q.

Avis est par les présentes donné que les "syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La Tuque" recevront jusqu'à 4 heures, P. M., mercredi, le 8 mars 1922, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour vente de débetures", au montant de deux cent mille piastres (\$200,000.00), émises par les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La Tuque, conformément au règlement No 1, des syndics de ladite paroisse, dûment approuvé par la Législature en 1920.

Ces dites débetures sont émises pour la construction d'une église et d'un presbytère, d'une valeur au pair de cinq cents et de mille piastres chacune, et seront payables le 1er mai 1932, porteront intérêt au taux de 6% l'an, payable le 1er mai de chaque année, au bureau de la Banque Nationale ou de la Banque Royale de La Tuque.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté payable à l'ordre des syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La Tuque, égal à 1% de la valeur au pair de la soumission, soit \$2,000.00; toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdits syndics ne seront pas tenus d'accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

La Tuque, le 6 de février 1922.

A.-ALDORI DUPONT,

Boîte 154, No 268 Saint-Antoine,

La Tuque, P. Q.

Le secrétaire des syndics de la paroisse

591 de Saint-Zéphirin-de-La Tuque.

Province of Quebec, district of La Tuque.

Tenders asked for the sale of debentures, of the trustees of La Tuque, Saint Zephirin parish, P. Q.

Notice is hereby given that the "Trustees of La Tuque, Saint Zephirin parish", will receive till four o'clock P. M., on Wednesday, the 8th of March, 1922, at the office of the undersigned, written tenders, sealed and endorsed: "tenders for debentures sale," to the amount of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), issued by the trustees of La Tuque, Saint Zephirin parish, according to the by-law No 1, of the trustees of the said parish, duly approved by the Legislature in 1920.

These said debentures are issued for the construction of a church and of one presbytery, of a value at par of five hundred and of one thousand dollars each, and will be payable on the first of May, 1932, shall bear interest at the rate of 6% per annum, payable the first May of each year, at the office of the Banque Nationale or the Royal Bank of La Tuque.

All tender shall be accompanied of an accepted cheque payable to the order of the trustees of La Tuque, Saint Zephirin parish, equal to 1% of the tender par value, being \$2,000.00; all tender shall specify the proposed price does or does not include the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.

The said trustees do not bind themselves to accept the lowest of any of the tenders.

La Tuque, the 6th of February, 1922.

A. ALDORI DUPONT,

Box 154: No. 268, Saint Antoine street

La Tuque, P. Q.

Secretary of the trustees of La Tuque,

592 Saint Zephirin parish.

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Hormisdas-Pierre Tétreault.

Avis public est par les présentes donné que l'emplacement et la terre dudit Hormisdas-Pierre Tétreault, désignés comme suit:

1. a. Un emplacement situé au village de ladite paroisse de Sainte-Brigide, de la contenance de cent trente-sept pieds de profondeur sur le chemin public de la descente conduisant du village de Sainte-Brigide au chemin de front du second rang double, sur la largeur qui peut se trouver dudit chemin public à l'extrémité est dudit emplacement, jusqu'à la ligne du terrain d'Alexandre Giroux, faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) du cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Brigide—avec maison et autres bâtisses y érigées; borné au sud, ledit emplacement, par ledit chemin public, à l'est par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant à Léon Dextrase et par le terrain ci-après décrit, au nord par la moitié nord dudit lot appartenant audit Alexandre Giroux et à l'ouest par une autre partie du même lot appartenant encore audit Alexandre Giroux;

b. Un morceau de terre situé en ladite paroisse de Sainte-Brigide, d'un arpent en superficie, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No.

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Hormisdas Pierre Tétreault.

Public notice is hereby given that the farm and the emplacement of the said Hormisdas Pierre Tétreault designated as follows:

1. a. An emplacement situate in the village of the said parish of Sainte-Brigide, being one hundred and thirty-seven feet in depth on the public road of the Descente leading, from the village of Sainte-Brigide to the front road of the second range Double, by the width that may be found from the said public road, at the eastern end of the said emplacement to the line of the land of Alexandre Giroux, being part of the lot number two hundred and ninety-four (p. of No. 294) of the official cadastre for the said parish of Sainte-Brigide—with the house and other buildings thereon erected; bounded, the said emplacement, to the south by the said public road, to the east by the part of the said lot number two hundred and ninety-four (No. 294), belonging to Léon Dextrase and by the land hereinafter described, to the north by the northern half of the said lot belonging to the said Alexandre Giroux, and to the west by another part of the same lot belonging also to the said Alexandre Giroux;

b. A piece of land situate in the said parish of Sainte-Brigide, being one arpent in superficies, being part of the lot known and designated under the number two hundred and ninety-four (p. of

294) dudit cadastre—sans bâtisse; à prendre cedit morceau de terrain à partir de l'emplacement plus haut décrit, longeant le terrain d'Alexandre Giroux; borné au nord par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant audit Alexandre Giroux, à l'est par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant à Moïse Gervais, au sud par partie du même numéro appartenant à Léon Dextrase, et à l'ouest par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) en premier lieu ci-dessus décrite;

2. Un terrain sis et situé en ladite paroisse de Sainte-Brigide, étant le lot connu et désigné sous le numéro quatre cent onze (No. 411) du cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Brigide.

Seront vendus en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chapitre 36, article 20, à Sainte-Brigide, dit district, au domicile dudit Hormisdas-Pierre Tétrault, dite paroisse de Sainte-Brigide, VENDREDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures p. m.

Le syndic autorisé,

565—6-2

T. BRASSARD.

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Wilfrid Benoit.

La terre ci-après désignée, n'ayant pas été vendue comme elle l'avait été annoncée, le 20 janvier 1922.

Avis public est par les présentes donné que la terre dudit Wilfrid Benoit, désignée comme suit:

Une terre située en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, composée des lots numéros trois cent quarante-deux et trois cent quarante-trois (Nos 342 et 343) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, contenant quatre arpents de largeur par trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées.

Sera vendue en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chapitre 36, article 20, à Saint-Grégoire-le-Grand, dit district, dans la salle du conseil, MARDI, le QUATORZIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures P. M.

Le syndic autorisé,

567—6-2

T. BRASSARD.

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Philias Lafrance.

Avis public est par les présentes donné que les terres dudit Philias Lafrance, désignées comme suit:

1. Une terre située en ladite paroisse de Sainte-Brigide, dit district, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-un (No 461) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide—avec toutes les bâtisses y érigées;

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigide, dit district, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-deux (No 462) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide—avec toutes les bâtisses y érigées.

Seront vendues en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, à Sainte-Brigide, dit district, au domicile dudit Philias Lafrance, JEUDI, le SEIZIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures P. M.

Le syndic autorisé,

569—6-2

T. BRASSARD.

No. 294) of the said cadastre—without any building to be taken, the said piece of land, next to the emplacement hereinabove described, along side of the land of Alexandre Giroux; bounded to the north by part of the said number two hundred and ninety-four (No. 294), belonging to the said Alexandre Giroux, to the east by part of the said lot number two hundred and ninety-four (294), belonging to Moïse Gervais, to the south by part of the same lot belonging to Léon Dextrase, and to the west by the part of the said lot hereinabove described;

2. A piece of land situate in the said parish of Sainte-Brigide, being the lot known and designated under the number four hundred and eleven (No. 411) of the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, at Sainte-Brigide, said district, at the domicile of the said Hormisdas Pierre Tétrault, said parish of Sainte-Brigide, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH, 1922, at TWO o'clock p. m.

T. BRASSARD,

566—6-2

Authorized trustee.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Wilfrid Benoit.

The hereinabove described farm not having been sold, as advertised, on January 20th, 1922.

Public notice is hereby given the farm of the said Wilfrid Benoit, designated as follows:

A farm situate in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, composed of the lots numbers three hundred and forty-two and three hundred and forty three (Nos 342 and 343) of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Grégoire-le-Grand, containing four arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, at Saint-Grégoire-le-Grand, said district, in the council hall, on TUESDAY, MARCH, FOURTEENTH, 1922, at TWO o'clock P. M.

T. BRASSARD,

568—6-2

Authorized trustee.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Philias Lafrance.

Public notice is hereby given the farms of the said Philias Lafrance, designated as follows:

1. A farm situate in the parish of Sainte-Brigide, said district, composed of the lot number four hundred and sixty-one (No 461) on the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide—with all the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Sainte-Brigide, said district, composed of the lot number four hundred and sixty two (No. 462) on the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide—with all the buildings thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20 at Sainte-Brigide, said district, at the domicile of the said Philias Lafrance, THURSDAY, MARCH, the SIXTEENTH, 1922, at TWO o'clock P. M.

T. BRASSARD,

570—6-2

Authorized trustee.

Dans l'affaire de George-A. McBean, de Senneville, dans le district de Montréal, courtier, cédant autorisé.

Avis est aux présentes donné que, en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la Loi de Faillite de 1920 et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER 1922, à ONZE heures a. m., de l'avant-midi, au bureau du shérif, palais de justice, Montréal, l'immeuble de la présente succession décrit comme suit:

L'emplacement situé à Senneville, dans le comté de Jacques-Cartier, composé des lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions numéros dix-sept et dix-huit du lot No vingt-un (17 et 18-21) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, mesurant ensemble cent cinquante pieds de largeur (150) par cinq cent trente-quatre (534) pieds de profondeur du côté sud-est et cinq cent trente (530) pieds du côté nord-ouest, avec superficie de soixante-dix-sept mille cent pieds (77.100) mesure anglaise et plus ou moins; ledit emplacement étant borné au nord-est par le chemin Senneville, au sud-ouest par le lac des Deux-Montagnes, au nord-ouest par les subdivisions numéros dix-neuf et vingt (19 et 20) dudit lot officiel et au sud-est par les subdivisions numéros quinze et seize (15 et 16) dudit lot officiel—avec les bâtisses dessus construites.

La vente est faite sujette à une hypothèque consentie par ledit George A. McBean à la Senneville Development Company par acte de vente du 15 décembre 1919, passé devant John Fair, notaire, et dûment enregistré au bureau d'Hoche-laga et Jacques-Cartier sous le numéro 389,619 et cédée par acte de transfert et subrogation par Senneville Development Company à Dame Elisabeth M. Tuntstall *et al*, le 15 décembre 1919, passé devant John Fair, notaire, et enregistré à Jacques-Cartier et Hoche-laga sous le numéro 391,481, pour la somme de \$15,000.00 avec intérêt accru, laquelle hypothèque est maintenant échue.

Conditions: au comptant.

Pour plus ample informé et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndie autorisé,

GORDON W. SCOTT.

Bureau de P. Ross & Sons,

142 Ouest, rue Notre-Dame,
Montréal.

575-6-2

In the matter of George A. McBean, of Senneville, in the district of Montreal, broker, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate, and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920, and amendments thereto, there will be sold at public auction on TUESDAY, TWENTY EIGHTH FEBRUARY, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., in the forenoon, in the sheriff's office, Court House, Montreal, the immovable of this estate described as follows:

That certain emplacement situate at Senneville, in the county of Jacques-Cartier, composed of the lots of land known and designated as subdivisions numbers seventeen and eighteen of lot No. twenty-one (21-17 and 18) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Anne, containing together a width of one hundred and fifty feet (150) by a depth of five hundred and thirty-four (534) feet on the south east side and five hundred and thirty (530) feet on the north west side and a superficial area of seventy seven thousand, one hundred (77,100) feet, English measure and more or less; the said emplacement being bounded to the north east by Senneville road, to the south west by the lake of Two Mountains, to the north west by subdivisions numbers nineteen and twenty (19 and 20) of said official lot and to the south east by subdivisions numbers fifteen and sixteen (15 and 16) of said official lot—with the buildings thereon erected.

The sale is to be made subject of a hypothec given by the said George A. McBean to the Senneville Development Company by deed of sale dated 15th December, 1919, passed before John Fair, notary, and duly registered at Hoche-laga and Jacques-Cartier under the number 389,619, and transferred under deed of transfer and subrogation from "Senneville Development Company" to Dame Elizabeth M. Tuntstall *et al*, dated 15th December, 1919, passed before John Fair, notary, and registered in Jacques-Cartier and Hoche-laga under the number 391,481, for the sum of \$15,000.00 and accrued interest and which hypothec is now due.

Terms:—Cash.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

GORDON W. SCOTT,

Authorized trustee.

Office of P. S. Ross & Sons,

142 Notre-Dame street West,
Montreal.

576-6-2

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } EUGENE-B. DION-
No 19. } NE, demandeur; vs

WILBROD TREMBLAY, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

1. Ces terrains formant partie du lot numéro

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } EUGENE B. DION-
No. 19. } NE, plaintiff; vs

WILBROD TREMBLAY, defendant.

As belonging to said defendant:

1. Those pieces of land forming part of lo

quatorze B (14b), du quatrième rang du cadastre du canton de Kingsey, décrits comme suit :

a. Toute cette partie de terrain qui se trouve au côté nord-est du chemin de front du quatrième rang, et b tout le terrain qui se trouve au nord-ouest du lot numéro quatorze C (14c), dudit quatrième rang de Kingsey et s'étend depuis ledit chemin de front jusqu'à la ligne Martin; lesdits terrains contenant environ cent cinq acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites;

2. Cette partie du lot numéro quinze, dans le quatrième rang du canton de Kingsey, qui se trouve au sud-ouest du ruisseau appelé le ruisseau du Moulin, excepté le coin de ce terrain vendu autrefois à Eudore Martin, laquelle partie de lot formant partie du lot numéro quinze A (15a), dans le quatrième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey et contenant environ quatre-vingts acres en superficie, la ligne de division entre le terrain de Martin ou représentant et celui-ci est clôturé de fil barbelé;

3. Ce terrain contenant vingt-cinq acres en superficie, étant une partie du lot numéro seize, dans le quatrième rang du canton de Kingsey, qui se trouve au sud-ouest du ruisseau appelé le ruisseau du Moulin, traversant ledit lot et est à présent connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey, sous le numéro seize A (16a), dans le quatrième rang ;

4. Le lot No 21 B et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No 22C, du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 4ième rang.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le QUINZIEME jour de MARS prochain (1922), suivant ordre de la Cour, à DIX heures de l'avant-midi, en deux lots: 1er lot consistant en les immeubles dessus décrits aux paragraphes 1-2 et 3 ; et 2ième lot consistant en les immeubles décrits au paragraphe 4.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 6 février 1922.

[Première publication 11 février 1922]

579—6—2

number fourteen B (14b), in the 4th range of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, described as follows :

a. All that part of land situated on the north east side of the front road of the 4th range, and b all the land situated on the north west of lot No. 14C (1 c), in the said 4th range of Kingsey, and extending from the said front road to the Martin's line; the said pieces of land containing about one hundred and five acres in superficies—with the buildings thereon erected;

2. That part of lot No. 15, in the 4th range of the township of Kingsey, situated on the south west side of the creek called "Ruisseau du Moulin", with the exception of the corner of that part of lot previously sold to Eudore Martin, which said part of lot forms part of lot No. 15A (15a), in the 4th range of the official plan and book of reference of the township of Kingsey and contains about 90 acres in superficies, the division line of that part of lot and Martin's one or representative is fenced with bearded wire ;

3. That piece of land containing 25 acres in superficies, being a part of lot No 16, in the 4th range of the township of Kingsey, situated on the south west side of the creek called "Ruisseau du Moulin", which pours through the said lot and now known and designated upon the official plan and book of reference of said township of Kingsey, under No. 16A (16a), in the 4th range ;

4. The lot No. 21B and the north east half of lot No 22C, of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, for the 4th range.

To be sold at the parochial church door of Saint-Felix-de-Kingsey, on the FIFTEENTH day of MARCH next (1922), according to order of the Court, at TEN o'clock in the forenoon, in two lots: 1st lot consisting in the immoveables above described in paragraphs 1, 2 and 3 ; and the 2nd lot consisting in the immoveables described at paragraph, 4.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office.

Sheriff.

Arthabaska, 6th February, 1922.

[First publication, 11th February, 1922]

580—6—2

BEAUCE

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } ALFRED BOLDUC, de-
No 5482. } mandeur saisi; contre
JOSEPH RICHARD, défendeur saisissant.

La demie sud-est du lot numéro vingt-quatre A ($\frac{1}{2}$ S.-E. 24A), rang A, du cadastre pour le canton de Marlow—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 16 janvier 1922.

[Première publication, 21 janvier 1922]

249—3—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: } ALFRED BOLDUC, seized
No. 5482. } plaintiff; against JO-
SEPH RICHARD, seizing defendant.

The southeast half of the lot number twenty four A (S. E. $\frac{1}{2}$ 24 A), range A, of the cadastre for the township of Marlow—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Theophile, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 16th January, 1922.

[First publication, 21st January, 1922]

250—3—2

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } LOUIS VALOIS, demandeur;
No 5974. } L contre ELIE ROSSI-
GNOL, défendeur, à savoir:

Le lot No 469-9, côté est du rang Procul, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans ledit district de Hull, contenant 100 arpents en superficie; borné au sud par la propriété de Joseph Richer, au nord par la propriété de Joseph Juteau, à l'est par la propriété de la "Fassett Lumber Company", et à l'ouest par la propriété de Napoléon Farrant—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans le village de Montebello, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-M. WRIGHT.

Hull, 6 février 1922.

[Première publication, 11 février 1922]
613—6-2

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } LOUIS VALOIS, plaintiff;
No. 5974. } L against ELIE ROSSI-
GNOL, defendant.

The lot No. 469-9, east side of Procul range, in the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the said district of Hull, containing 100 arpents in superficies; bounded on the south by the property of Joseph Richer, on the north by the property of Joseph Juteau, on the east by the property of the "Fassett Lumber Company", and on the west by the property of Napoléon Farrant—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the village of Montebello, the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 6th February, 1922.

[First publication, 11th February 1922]
614—6-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } SEVERIN COUPAL,
No 101. } S demandeur; contre
PIERRE-ALPHONSE-SEVERIN LEFEBVRE,
autrefois du village de Saint-Rémi, dit district, et maintenant de la ville de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, contenant une superficie d'environ soixante - quinze perches, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro trente-cinq (35) sur le plan et au livre de renvoi officiels dudit village de Saint-Rémi; borné en front par la rue Notre-Dame, en profondeur par Louis Ste-Marie, d'un côté au nord-est, partie par François Perrier et partie par veuve H. Latour et d'autre côté, au sud-ouest, par Ferdinand Provençal—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Le tout sauf erreurs et omissions.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, le VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 18 janvier 1922.

[Première publication, 21 janvier 1922]
303—3-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } SEVERIN COUPAL,
No. 101. } S plaintiff; against
PIERRE ALPHONSE SEVERIN LEFEBVRE,
heretofore of the village of Saint-Rémi, said district, and now of the town of Valleyfield, in the district of Beauharnois, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint Remi, in the county of Napierville, containing about seventy five perches in area, being a part of the lot known and designated under the number thirty five (35) on the official plan and book of reference of the said village of Saint Remi; bounded in front by Notre-Dame street, in depth by Louis Ste-Marie, on one side, to the northeast, partly by François Perrier and partly by widow H. Latour, and on the other side, to the southwest, by Ferdinand Provençal—with a house and other dependencies thereon erected. The whole save errors and omissions.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Remi, district of Iberville, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,
Saint-John's 18th January, 1922. Sheriff.

[First publication, 21st January, 1922]

304—3-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDMOND BROS-
No 5128. } E SARD, demandeur;
vs J.-OMER LABELLE, défendeur; et "THE

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDMOND BROS-
No. 5128. } E SARD, plaintiff; vs
J. OMER LABELLE, defendant; and "THE

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY", corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal; FELIX LABELLE, DAME ELIZABETH TRUDEAU, épouse sé parée de biens de J.-O. Labelle, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, tiers-saisies, et ladite DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR, intervenante et M^{tres} BEAUBIEN & LAMARCHE, distrayants.

Comme appartenant à Edmond Brossard, le demandeur:

Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, contenant vingt-cinq pieds de front par cent pieds de profondeur, étant la juste moitié sud-ouest du lot numéro dix-sept C de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept du lot numéro deux cent huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par l'avenue Chesterfield, au nord-est par le résidu dudit lot, au sud-ouest par le lot 17D, de la même subdivision et en profondeur par le lot No 208, sud division 17A—avec bâtisses portant le No civique 59 de ladite avenue Chesterfield, et les droits attachés audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 8 février 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 février 1922]
605—6-2

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY", a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office at Montreal; FELIX LABELLE, DAME ELIZABETH TRUDEAU, wife separate as to property of J. O. Labelle, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, garnishees, and the said DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR, intervening, and M^{tres} BEAUBIEN & LAMARCHE, distracting for costs.

As belonging to Edmond Brossard, the plaintiff:

A lot of land situated in the city of Westmount, containing twenty five feet in front by one hundred feet in depth, being the exact south-west half of the lot number seventeen C of the official subdivision of the lot number seventeen of the lot number two hundred and eight of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Chesterfield Avenue, on the northeast by the residue of the said lot, on the southwest by the lot 17-D of the same subdivision, and in depth by the No. 208 subdivision 17-A—with the buildings thereon bearing the civic No. 59 in the said Chesterfield Avenue, and the rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, February 8th, 1922. Sheriff.
[First publication, 11th February, 1922]
606—6-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } MCKENNA, LIMITED,
No 4825. } corporation légale,
dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre GEORGE-A. BOWER, de la cité de Westmount, dit district, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue Mount Pleasant, dans la cité de Westmount, district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision No 75 du lot de subdivision No 1 du lot No 374, aux plan et livre de renvoi, du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et dépendances d'icelles.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 18 janvier 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 21 janvier 1922]
305—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MCKENNA, LIMITED,
No. 4825. } a corporation duly
incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against GEORGE A. BOWER, of the city of Westmount, said district, defendant.

A lot of land fronting on Mount Pleasant Avenue in the city of Westmount, and district of Montreal, known and designated as subdivision lot No 75 of subdivision lot No. 1 of lot No. 374, on the cadastral plan and in the book of reference of the parish of Montreal—together with the buildings thereon and appurtenances thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 18th January, 1922. Sheriff.
[First publication, 21st January, 1922]
306—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } THE STANDARD
No 1789. } STOCK TRADING
CORPORATION, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH-HECTOR TESSIER, défendeur.

1. Cinq lots de terre sis dans la cité de Montréal, étant les lots de subdivision numéros 206, 207, 208, 209 et 210 du lot officiel numéro 2643 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; lesdits lots bornés en front par la rue Berri dans ladite cité de Montréal;

2. Deux lots de terre sis dans la cité de Montréal, étant les lots numéros de subdivision 76 et 77 du lot officiel numéro 2645 des plan et livre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE STANDARD
No. 1789. } STOCK TRADING
CORPORATION, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH HECTOR TESSIER, defendant.

1. Five lots of land situate in the city of Montreal, being lots subdivision numbers 206, 207, 208, 209 and 210 of lot official number 2643 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; said lots bounded in front by Berri street, in said city of Montreal;

2. Two lots of land situate in the city of Montreal, being lots subdivision numbers 76 and 77 of lot official number 2645, on the official plan and

de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; ledit lot étant borné en front par la rue Berri, dans ladite cité de Montréal;

3. Quatre lots de terre situés dans la cité de Montréal, étant les lots numéros de subdivision 153, 152, 151 et 150 du lot officiel numéro 2643 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; lesdits lots étant bornés en front par la rue Drolet, dans ladite cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 18 janvier 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 21 janvier 1921]
307-3-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH MONETTE, No. 309. J en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Odile Dagenais, veuve de Michel Jasmin, demandeur; vs DAME MARIE-LOUISE LEGAULT, veuve de sieur Camille Bastien, défenderesse.

Un lovin de terre, de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Saint-Raphael de l'Île Bizard, en le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quarante-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (No 98 P. 48) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Raphael-de-l'Île Bizard, de la contenance de deux cent soixante-cinq pieds de largeur, au sud sur le chemin public, et deux cent soixante-cinq pieds aussi de largeur du côté nord sur le bord de la rivière des Prairies, soixante-dix pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest, de la rivière des Prairies au chemin public et cent pieds dans sa ligne nord-est, de la Rivière des Prairies au chemin public, le tout sans garantie de mesure précise et plus ou moins, mesure anglaise et compris ledit terrain dans les limites suivantes: En avant au sud sur le chemin public, en arrière au nord par la rivière des Prairies, d'un côté au sud-ouest par partie du lot servant au chemin de traverse appartenant à Albert Bigras et à l'est par le résidu dudit lot appartenant au docteur Ladouceur—sans bâtisse dessus érigée;

Un lovin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quarante de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Île Bizard, de la contenance de cent soixante-cinq pieds de largeur sur le chemin public, dans sa ligne nord-est deux cents dix-neuf pieds de profondeur dans sa ligne nord, cent soixante pieds de largeur dans sa ligne sud-ouest, deux cent douze pieds de profondeur dans sa ligne sud; borné au nord-est par le chemin public, au sud par le lot 34, au sud-ouest par le lot 39 et au nord par le résidu dudit lot, le tout mesure anglaise et plus ou moins sans garantie de mesure précise.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de l'Île Bizard, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE HEURES du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 18 janvier 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 21 janvier 1922]
309-3-2

book of reference of the parish of Saint Laurent; said lot being bounded in front by Berri street, in said city of Montreal;

3. Four lots of land situate in the city of Montreal, being lots subdivision numbers 153, 152, 151 and 150 of lot official number 2643 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; said lots being bounded in front by Drolet street, in said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock, NOON.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 18th January, 1922. Sheriff.
[First publication, 21st January, 1922]
308-3-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH MONETTE, No. 309. J in his quality of testamentary executor of the late Dame Odile Dagenais, widow of Michel Jasmin, plaintiff; vs DAME MARIE LOUISE LEGAULT, widow of Camille Bastien, defendant.

A parcel of land, of irregular outline, situate in the parish of Saint-Raphael-de-l'Île-Bizard, in the county of Jacques-Cartier, known and designated as being part of the lot number forty eight of the official subdivision of the lot number ninety eight (No. 98-Pt. 48) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Raphael-de-l'Île-Bizard, containing two hundred and sixty five feet in width, to the south on the public road, and two hundred and sixty five feet also in width, on the north side on the Des Prairies river, seventy feet in depth in the southwest line, from the river Des Prairies to the public road, and one hundred feet in depth in the northeast line, from the river Des Prairies to the public road, the whole without warranty as to precise measurements and more or less, English measurements, and enclosed, the said land, within the following boundaries: in front to the south the public road, in rear to the north the river Des Prairies, on one side to the south-west the part of the lot used as a cross road belonging to Albert Bigras and on the east the residue of the said lot belonging to Doctor Ladouceur—without building thereon;

A parcel of land known and designated as being a part of the lot number forty of the subdivision of the lot number ninety eight of the official plan and book of reference of the parish of l'Île Bizard, containing one hundred and sixty five feet in width on the public road, in its northeast line two hundred and nineteen feet in depth, in its north line, one hundred and sixty feet in width in its southwest line, and two hundred and twelve feet in depth in its south line; bounded on the northeast by the public road, on the south by the lot No. 34, on the southwest by the lot No. 39 and on the north by the residue of the said lot, the whole english measurements and more or less, without warranty as to precise measurements.

To be sold at the parochial church door of the parish of l'Île Bizard, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 18th January, 1922. Sheriff.
[First publication, 21st January, 1922]
310-3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FONCIER**
No 2215. } **FRANCO-CANA-**
DIEN, une corporation légalement constituée
ayant son principal bureau d'affaires dans les
cité et district de Montréal, demandeur; vs **LE**
JARDIN ZOOLOGIQUE DE MONTREAL,
une corporation légalement constituée ayant son
principal bureau d'affaires dans les cité et district
de Montréal, défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, connu comme étant le numéro quatorze (No 14) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de forme irrégulière et borné comme suit: vers le nord-est par le lot No 15, au sud-est par la rue du Bord-de-l'Eau; au sud-ouest par la rue Panet et vers le nord-ouest par la rue Notre-Dame; ledit lot contenant en superficie 93,023 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise;

2. Un autre emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, à Montréal, connu comme étant partie du lot numéro quinze (No 15) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, de cette cité, de forme irrégulière, savoir: d'une largeur de onze pieds six pouces sur le front de la rue Notre-Dame jusqu'à un point à cent quarante-six pieds de profondeur, puis s'élargissant à cet endroit en un quadrilatère de cinquante pieds six pouces à son côté nord-ouest, de quatre-vingt-six pieds à son côté nord-est, de cinquante-un pieds cinq pouces à son côté sud-est, le côté sud-ouest étant la ligne de division entre lesdits lots Nos 14 et 15, mesurant jusqu'à la rue Notre-Dame deux cent trente-quatre pieds et deux pouces, borné comme suit: au nord-est par partie du lot No 15 au sud-est par la propriété de "The Royal Electric Co." ou représentants, étant une partie dudit lot No 15, au sud-ouest par le lot No 14 ci-haut décrit et au nord-ouest par la rue Notre-Dame; cette partie de lot comprenant une superficie de 6258 pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 18 janvier 1922.

[Première publication, 21 janvier 1922]

311—3-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **LA BANQUE NA-**
No 7580. } **TIONNAIE**; vs
LOUIS GAGNON ET AL, Rimouski, savoir:

Comme appartenant audit Louis Gagnon;

1. Le lot No cinq cent soixante-huit au cadastre officiel de la ville de Saint-Cernain de Rimouski, avec droit de chasse et de pêche; à distraire les terrains vendus à Fréde Banville, Henri Desgagné, Elie Dumont, Léandre Sirois, Price Bros. & Co. Oscar Morissette et Sa Grandeur Mgr Blais;

2. Le lot No cinq cent soixante-dix au cadastre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2215. } **FRANCO-CANA-**
DIEN, a legally constituted corporation having
its principal place of business in the city and
district of Montreal, plaintiff; vs **LE JARDIN**
ZOOLOGIQUE DE MONTREAL, a legally
constituted corporation having its principal place
of business in the city and district of Montreal,
defendant.

1. A lot of land fronting on Notre-Dame street, in the city of Montreal, known as being the number fourteen (No. 14) on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of irregular outline and bounded as follows: on the northeast by the lot No. 15, on the southeast by Bord-de-l'Eau street, on the southwest by Panet street and towards the northwest by Notre-Dame street; the said lot containing 9,023 feet in area, English measurement and more or less, without warranty as to exact measurement;

2. Another emplacement fronting on Notre-Dame street, in Montreal, known as being part of the lot number fifteen (No. 15) on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward of said city, of irregular outline, namely: of a width of eleven feet and six inches on the front of Notre-Dame street to a point at one hundred and forty six feet in depth, then widening at said place in a quadrilateral of fifty feet and six inches on its northwest side, of eighty six feet on its northeast side, of fifty one feet and five inches on its southeast side, the southwest side being the division line between the said lots Nos. 14 and 15, measuring as far as Notre-Dame street two hundred and thirty four and two inches, bounded as follows: on the northeast by part of the lot No. 15, on the southeast by the property of "The Royal Electric Co." or representatives, being a part of the said lot No. 15, on the southwest by the lot No. 14 hereinabove described, and on the northwest by Notre-Dame street; the said part of lot comprising an area of 6258 feet, English measurement, and more or less, without warranty of exact measurement—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 18th January, 1922.

[First publication, 21st January, 1922]

312—3-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Pimouski, } **LA BANQUE NA-**
No. 7580. } **TIONNAIE**; vs
LOUIS GAGNON ET AL, Pimouski, to wit:

As belonging to the said Louis Gagnon;

1. The lot No five hundred and sixty eight on the official cadastre of the town of Saint-Cernain de Rimouski, with a game and fish permit, to be deducted therefrom the lots sold to Fréde Banville, Henri Desgagné, Elie Dumont, Leandre Sirois, Price Bros. & Co., Oscar Morissette and Mgr Blais;

2. The lot No. five hundred and seventy on the

officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski; à distraire les terrains vendus à Jos. Couture, Léon Dumont, Alfred Label, Oscar Morissette, Eugène Banville, et réserve du droit de passage et de poser et maintenir des piliers en faveur de Price Porritt Pulp & Paper Co;

3. Partie du lot No cinq cent soixante-huit au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un terrain borné au sud au chemin, à l'ouest aux religieuses Servantes Jésus-Marie, au nord à Louis Gagnon, à l'est à Jos. Gagnon—avec bâtisses sus-construites, étant le terrain de Emile Banville.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHAS D'ANJOU.

[Première publication, 21 janvier 1922]

293—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } EMILE BLIER; vs
No 7435. } CHARLES - LUC
BLOUIN et DESIRE BLOUIN, savoir.

Comme appartenant auxdits défendeurs;

1. Parties des lots treize-A et treize-B du septième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cinq arpents en superficie, plus ou moins—avec moulin à scie sus construit, machineries et accessoires dudit moulin, booms et autres bâtisses;

2. La moitié ouest du lot No huit du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cent acres en superficie—avec moulin scie et machineries.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain 1922, à MIDI.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

[Première publication, 21 janvier 1922]

295—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } HARRY SHATTER
No 7378. } & COY; vs LUC
BLOUIN, savoir:

1. Tous droits d'occupation, de défrichement, d'améliorations et autres que le défendeur a et peut avoir sur les lots nos dix-huit et dix-neuf au cadastre du neuvième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

2. Partie ouest, de 3 arpents de large, du lot No sept, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

3. La moitié est du lot No huit, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain 1922, à MIDI ET DEMI.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.

[Première publication, 21 janvier 1922]

297—3-2

official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski; to be deducted therefrom the lots sold to Jos. Couture, Leon Dumont, Alfred Label, Oscar Morissette, Eugène Banville, and the right of laying and maintaining piers in favor of Price Porritt Pulp & Paper Co;

3. Part of the lot No five hundred and sixty eight on the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, being lot of land bounded on the south by the road, on the west by the Religieuses Servantes Jesus-Marie, on the north by Louis Gagnon and on the east by Jos. Gagnon—with the buildings thereon erected, being the land of Emile Banville.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHAS D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 21st January, 1922]

294—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: } EMILE BLIER; vs
No. 7435. } CHARLES LUC
BLOUIN and DESIRE BLOUIN, to wit:

As belonging to the said defendants:

1. Parts of the lots thirteen A and thirteen B of the seventh range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, containing about five arpents in area, more or less—with a saw-mill thereon erected, the machinery and accessories of the said mill, booms and other buildings;

2. The west half of the lot No. eight of the eighth range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint Ulric, containing about one hundred acres in area—with a saw-mill and machineries.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Leandre, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 21st January, 1922]

296—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: } HARRY SHATTER
No. 7378. } & CO.; vs LUC
BLOUIN, to wit:

1. All the rights of occupation, clearing, improvements and other rights which the defendant has or may have on the lots Nos eighteen and nineteen, of the ninth range of the township of Matane, on the cadastre of the parish of Saint Ulric;

2. The west part, 3 arpents wide, of the lot No. seven, of the eighth range of that township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric;

3. The east half of the lot No. eight, of the eighth range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint Ulric.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leandre, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, 1922, at HALF PAST TWELVE o'clock.

Sheriff's office.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 21st January, 1922]

298—3-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } ARTHUR FRE-
No 225. } CHETTE, de Prin-
ceville, gérant de banque; contre ELZEAR
LEMAY, de Ham-Nord, dans le district de
Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

La partie nord-ouest du lot numéro dix-sept A (pt. 17a) du dixième (10) rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wolfestown, de la contenance de deux arpents et demi de largeur sur la profondeur du lot; borné en front; au sud-ouest, par le chemin public passant entre les rangs dix et onze en profondeur, au nord-est, par le cordon entre les rangs neuf et dix, d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro seize B du même rang et de l'autre côté, au sud-est, par le terrain de Johnny Larivée, partie du même lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saints-Anges-de-Ham (Ham-Nord), MARDI, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 11 janvier 1922.

[Première publication, 21 janvier 1922]

219—3-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } ARTHUR FRE-
No. 225. } CHETTE, of Prin-
ceville, bank manager; against ELZEAR LE-
MAY, of North Ham, in the district of Saint
Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The northwest part of the lot number seventeen A (pt. 17a) of the tenth (10th) range on the official plan and book of reference of the cadastre of Wolfestown, containing two arpents and a half in width by the depth of the lot; bounded in front, to the southwest, by the public road passing between the tenth and eleventh ranges in depth, to the northeast, by the range line between the ninth and tenth ranges, on one side, to the northwest, by the lot number sixteen B of the same range and on the other side, to the southeast, by the land of Johnny Larivée, part of the same lot.

To be sold at the church door of the parish of Saints-Anges-de-Ham (North Ham), TUESDAY, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 11th January, 1922.

[First publication, 21st of January, 1922]

220—3-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } OMER LARO-
No 476. } CHE, deman-
deur; vs HENRI BOISVERT, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue Saint-Roch, et étant la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-neuf (Ptie N.-O. No 349) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante - dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: en front par ladite rue Saint-Roch, en profondeur par le terrain de Pierre Pepin, du côté nord-ouest par le terrain de Charles Pepin et du côté sud-est par le terrain restant au vendeur, Adem Bellerive, —avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. A la réserve en faveur du vendeur, Adem Bellerive ou représentants, d'un droit de passage dans le passage existant sur la partie nord-ouest du terrain présentement vendu et qui mesure environ huit pieds de largeur par quarante pieds de longueur à mesure anglaise, et tel que ledit passage se trouve aujourd'hui.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-DEUX, IÈME jour de FEVRIER prochain, 1922 à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 16 janvier 1922.

[Première publication, 21 janvier 1922]

271—3-2

3

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } OMER LARO-
No. 476. } CHE, plain-
tiff; vs HENRI BOISVERT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north-east side of Saint-Roch street, and being the northwest part of the lot of land known and designated under the number three hundred and forty nine (N. W. Pt. No. 349) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measurements, more or less, and comprising all the land enclosed withing the following boundaries: in front by the said Saint-Roch street, in depth by the land of Pierre Pepin, on the northwest side by the land of Charles Pepin and on the southeast side by the land remaining in the possession of the vendor, Adem Bellerive—with a house thereon erected, circumstances and dependencies. With the reserve in favor of the vendor, Adem Bellerive, or representatives, of a right of way in the passage existing on the northwest part of the land presently sold and which measures about eight feet in width by forty feet in depth, english measurements, and as the said passage now subsists.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI.-L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, January 16th, 1922.

[First publication, 21st January, 1922]

272—3-2

Lettres patentes

Letters patent

"St. Amour, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1922, constituant en corporation: Raoul Blanchard, comptable; Wilfrid St. Amour, Ferdinand St. Gervais, voyageurs de commerce; Edmour Gagnon, gérant de manufacture et F.-Hector Daigneault, médecin, tous de Acton Vale, dans les buts suivants:

Faire en détail et en gros le commerce de grocerie, de grains et de provisions et autres denrées, et faire affaires comme importateurs et exportateurs de ces produits;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épiceries, des denrées alimentaires et toutes autres marchandises connexes;

D'agir comme courtiers, agents à commission pour l'achat et la vente de tels produits;

Faire affaires comme marchands généraux et importer, exporter, acheter ou vendre, échanger tous produits pouvant faire l'objet de ce commerce et au besoin fabriquer ces produits directement.

Acquérir par achat, bail ou autrement, le commerce, la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges et contrats de toutes entreprises exerçant un commerce semblable en tout ou en partie, à celui de la présente compagnie, et plus spécialement ceux de l'entreprise actuellement conduite à Acton Vale, sous le nom de W. St-Amour & Cie et faire le paiement de ces acquisitions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions ou autrement;

Exercer toutes industries et tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions du capital d'autres compagnies;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile ou approprié à la réalisation des objets ou à l'obtention des fins susmentionnées, sous le nom de "St-Amour, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
599 ALEXANDRE DESMEULES.

"St. Amour, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1922, incorporating: Raoul Blanchard, accountant, Wilfrid St. Amour, Ferdinand St. Gervais, commercial travellers, Edmour Gagnon, factory manager and F. Hector Daigneault, physician, all of Acton Vale, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in groceries, grain and provisions and other foodstuffs, and to carry on the business of importers and exporters of the above products;

To buy, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, alimentary products and all other germane goods;

To act as brokers, commission agents for the purchase and sale of such products;

To carry on the business of general merchants and to import, export, buy or sell, exchange any products capable of being the object of such business and in case of need to manufacture such products directly;

To acquire by purchase, lease or otherwise the business, moveable or immoveable property, assets, goodwill, rights, privileges and contracts of any undertakings carrying on any business similar in whole or in part to that of this company, and more especially those of the undertaking presently carried on at Acton Vale under the name of W. St. Amour & Cie and to pay for such acquisitions in cash or in bonds or in paid up shares of the company, or partly in cash and partly in paid up shares or otherwise;

To carry on any other businesses and trades capable of being carried on in connection with the principal object of the company or calculated to assist directly or indirectly the company in the attainment of its principal objects;

To apply the whole or part of its funds for the purchase of shares of the capital stock of other companies;

To do everything necessary, suitable or proper for the carrying out of its objects or the attainment of the above purposes, under the name of "St. Amour, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Acton Vale, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1922.

ALFRED DESMEULES,
600 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Salable Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, avocats; Abraham Salomon, étudiant; Max Norman Nathan, William

"Salable Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of January, 1922, incorporating: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, advocates; Abraham Solomon, student; Max Norman Nathan, William Rosenberg, manufacturers

Rosenberg, industriels, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Confectionner et vendre au détail et en gros des manteaux, costumes, jupes et toilettes pour dames, et tout autre vêtement pour accoutrer les dames, et pour cela exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les vendre profitables;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, du passif, à d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie; souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce aucun négoce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet paraissant susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements, relatifs à toutes inventions propres, à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, personnelle et réelle, que la compagnie croira nécessaire aux objets de son industrie, et particulièrement la machinerie, l'outillage, le fonds de commerce;

Prêter aux clients et à d'autres en relations avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer des billets promissoires, lettres de change, et d'autres instruments négociables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets se rattachent aux entreprises de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucune contrée ou province étrangère, désigner les personnes qui y représenteront la compa-

all of the city and district of Montreal, for the following purpose:

To manufacture and sell retail and wholesale, ladies' cloaks and suits, skirts and dresses, and any other apparel pertaining to ladies wear, and for the purpose thereto to carry on any other business, either manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects, in part or altogether, similar to those of the company or carrying on any business capable of being carried on so as, directly or indirectly, to benefit the company; to promote any company or companies for the purpose of acquiring all, or any part of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly, calculated to benefit the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to invention which may be capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem, directly or indirectly, calculated to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profit, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or otherwise engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as, directly or indirectly, to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take on lease, or exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, both personal and real, which the company may think necessary for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plants, stock in trade;

To lend to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute, promissory notes, bills of exchange, and other negotiable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects similar to the undertakings of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or province, and to designate persons therein to represent this

nie, et recevront signification pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, lien, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs aucune autre compagnie ou corporation;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, publication de livres et périodiques, octroi de prix et dons;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités sous le nom de "Salable Dress Company, Limited", avec un fonds social total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

601

C.-J. SIMARD.

"Cadillac Cars, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Ella-Mary Jackson, Margaret McLeod, Hanna Grace McKeil, Pearl Schramm et Bessie Moore Rogers, toutes sténographes, filles majeures, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, acquérir, prendre à bail, louer, exploiter, manufacturer, réparer, vendre, céder à bail ou autrement trafiquer ou disposer d'automobiles, aéroplanes, bicycles, moteurs, bateaux, véhicules et machines de toute espèce de tous matériaux servant à leur fabrication ou opération, des fournitures et accessoires de toute espèce; construire, maintenir et exploiter des fabriques, entrepôts, salles d'exhibits, garages et autres établissements pour manufacturer, recevoir, réparer ou vendre les articles susmentionnés; faire affaires comme machinistes, forgerons, fondeurs et constructeurs, agir comme agents, facteurs ou courtiers aux fins précitées;

Assumer et acquérir la propriété, l'actif et l'entreprise de la "Cadillac Motors, Limited", corps légalement constituée par lettres-patentes de la Puissance du Canada, et dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans la cité de Montréal;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif comprenant aucune option, concession ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation, les payer entièrement ou partiellement en argent ou en obligations, ou, en paiement intégral ou partiel, émettre et répartir comme pleinement acquittées et non-sujettes à appel des actions du fonds social de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, des entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partiel en argent, en obligations, en parts ou avec d'autres titres d'aucune compagnie ou corporation;

company, and to accept service for and on behalf of the company, of any process or suit;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, lien and endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, any other company or corporation;

To adopt means of making known the products of the company and in particular, by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals, and by granting prizes and donations;

To do all or any of the above things, as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Salable Dress Company Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

602

Assistant Provincial Secretary

"Cadillac Cars, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1922, incorporating: Ella Mary Jackson, Margaret McLeod, Hanna Grace McKeil, Pearl Schramm and Bessie Moore Rogers, all stenographers, spinsters of the full age of majority, and of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, rent, lease, operate, manufacture, repair, sell, let or otherwise deal in, or dispose of automobiles, aeroplanes, bicycles, motors, boats, conveyances and machinery of all kinds, and all materials used in the construction or operation thereof, and supplies and accessories of all kinds; to erect maintain and operate factories, warehouses, show-rooms, garages and other establishments, for the manufacture, housing, repair or sale of the articles above mentioned to carry on the business of machinists, blacksmiths, foundrymen and builders, and to act as agents, factors or brokers for the purposes aforesaid;

To take over and acquire the property, assets and undertaking of Cadillac Motors, Limited, a body corporate, incorporated under letters patent of the Dominion of Canada, having its head office and principal place of business at the city of Montreal;

To acquire all or any part of the good will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor, to allot and issue as fully paid up and non assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole of any part of the property, assets, rights, undertakings or goodwill of the company, and to accept payment for the same, wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, à aucun procédé, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces brevets, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer des parts, actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, ou transférer son entreprise ou son actif à, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou se proposant d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital, des parts ou titres d'aucune compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la compagnie, et généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Cadillac Cars, Limited", avec un fonds social total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

603

C.-J. SIMARD.

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concession and the like conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person or company, carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase, or otherwise hold, sell and deal in the business, assets, good will, stock, shares or securities of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company, and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Cadillac Cars, Limited", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one thousand five hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this thirty first day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

604

Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

CITÉ DE MONTREAL.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, pendant sa présente session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Emprunts pour fins spécifiques; taux d'intérêt sur emprunts effectués en vertu des règlements municipaux; imposition et perception de taxes sur automobiles; exhibition de lutte; célibataires; octroi de permis (licences) pour automobiles et exhibition de lutte; paiement du coût de la construction, de la réflexion, de la réparation et de l'entretien des pavages et des trottoirs; appellation des quartiers; entretien du boulevard Gouin; ratification de certains actes et règlement; surtaxe sur les compagnies d'utilité publique; répartition du coût des égouts; collecteurs; retenue pour réparation des pavages et des trottoirs faits en règle; plaques historiques sur certains édifices; amendement ou abrogation des règlements des municipalités annexées à Montréal; abrogation de la loi 6 Georges V, chapitre 107, au sujet de l'expropriation de la rue Connaught.

Application to the Legislature

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Quebec Legislature, during the present session, for certain amendments to its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Loans for specific purposes; rate of interest on loans under municipal by-laws; levying and collection of taxes on automobiles; wrestling exhibitions and bachelors; granting of licenses for automobiles and wrestling exhibitions; payment of the cost of laying, re-surfacing, repairing and maintaining pavings and sidewalks; names of wards; upkeep of Gouin Boulevard; ratification of certain deeds and by-law; surtax on public utility companies; apportionment of the cost of trunk sewers; inclusion in the estimates of the amount required to cover the cost of repairing, pavings and sidewalks laid by day labor; historical tablets on certain buildings; amendment or repeal of by-laws of the municipalities annexed to Montreal; repeal of the Act 6 George V., chapter 107, concerning the expropriation of Connaught street; regulation of sport; supplement-

règlementation du sport; budget supplémentaire; nomination et composition du bureau des estimateurs.

Le bureau du greffier de la cité,
RENE BAUSEL.

Montréal, 6 février 1922.
Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de Ville.

Lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal demande sera faite pour que l'institution "Maison Jean le Prevost" soit déclarée exempt de taxe municipale comme étant une institution de charité.

Lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal demande sera faite si la cité de Montréal n'acquiert pas la "Montreal Water & Power Co" dans un délai d'un an, elle soit tenue de payer à l'acquit de ses contribuables qui sont déservis par la "Montreal Water & Power & Co.," l'excédent chargé par la Cie pour le prix de l'eau au-dessus des taux chargés par la cité de Montréal.

Que, si la Commission administrative est d'opinion que le coût des pavages doit être défrayé d'une manière spéciale, elle se prévaille des pouvoirs qui sont conférés à la ville par la dernière partie de l'article 455 de la charte, tel qu'amendé par la section 26 de la loi 4 Geo. V, chap. 73, et impose une taxe spéciale uniforme, d'un chiffre déterminé, basée sur l'évaluation des immeubles et payable en vingt versements annuels sur tous les immeubles en face desquels des pavages existent déjà; le produit de cette taxe devant être employé à la réflexion ou au renouvellement des pavages qui existent actuellement et à la construction de nouveaux pavages dans d'autres rues, les immeubles en bordure de ces autres rues devenant sujets à ladite taxe au fur et à mesure et aussitôt que tels nouveaux pavages auront été complétés en face de tels immeubles. 611

tary budget; appointment and composition of the board of assessors.

RENE BAUSEL,
City clerk.

Montreal, 6th February, 1922.
City clerk's office,
City Hall.

At the time of the taking into consideration of the bill of the city of Montreal, application will be made so that the institution "Maison Jean le Prevost" be declared exempt from municipal taxes as being a charitable institution.

At the time of the taking into consideration of the bill of the city of Montreal, application will be made so that the city of Montreal does not acquire the Montreal Water & Power Co., within a delay of one year, it be held to pay to the credit of its ratepayers who are supplied with water by the "Montreal Water & Power Co.", the difference charged by the company for the price of water above the rates charged by the city of Montreal.

That if the administrative commission is of opinion that the cost of the pavement must be defrayed in a special manner, it avail itself of the powers granted to the city by the last part of article 455 of the charter, as amended by the section 26 of the Act Geo. V, chap. 73, and impose a uniform special tax, of a fixed sum, based on the valuation of the immoveables and payable in twenty annual installments on all the immoveables in front of which pavements have already been laid; the proceeds of this tax to be applied for the re-laying or renewal of the existing pavements and to the laying of new pavements on other streets, the immoveables bordering on such other streets to be subject to the said tax, as soon as such new pavements have been completed in front of such immoveables. 612

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance Mutuelle de Montréal contre le feu" (Montreal Mutual Fire Insurance Company) ayant été établie aux termes des articles 6840 et suivants, paragraphe II, section XXII, chap. III, titre XI, des Statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe II de ladite section, peut légalement transiger, suivant les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur, savoir: l'assurance mutuelle contre le feu sur les risques isolés et commerciaux.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de décembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 615-6-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Compagnie d'Assurance Mutuelle de Montréal contre le feu" (Montreal Mutual Fire Insurance Company) has been established in conformity with articles 6840 and following, sub-section II, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact all the business that a mutual fire insurance company authorized in virtue of sub-section II of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector, namely: mutual fire insurance on isolated risks and commercial risks.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of December 1921.

For the treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 616-6-2

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et dument autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse.
617-6-5 LYON-W. JACOBS.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS.
618-6-5 Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues aux enchères publiques, en la salle municipale de la ville de Dorval, No 24a de la rue Saint-Joseph, à Dorval, district de Montréal, SAMEDI, le QUATRIEME jour du mois de MARS prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées audit état ci-après, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes, contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Public notice is hereby given that the properties described in the hereunder statement will be sold by public auction in the municipal hall of the town of Dorval, No. 24a Saint Joseph street, Dorval, in the district of Montreal, on SATURDAY, the FOURTH day of MARCH next, 1922, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Propriétaire de biens-fonds Proprietor of real estate	Description de l'immeuble.—No du cad. de la paroisse des Saints-Anges-de-Lachine Description of the immoveable.—Cad. No. of the parish of the Holy Angels of Lachine	Taxes municipales Municipal taxes
Mlle—Miss Rhoda Arkinson.....	11-36.....	\$10 73
David Beattie.....	10-21, 22.....	15 87
H. Bellefeuille.....	868-170.....	3 83
J.-A. Blanchette.....	11-465.....	3 56
B. de Gironde.....	16-398 à 400.....	20 06
Dame—Mrs E. Brophy.....	11-545.....	3 10
R. & C. Bonin.....	2-150-151.....	31 67
Albert Chas Descary.....	16-54, 84, 89, 90, 91, 92, 113-134, 135, 143, 149, 118 119, 120, 121.....	346 91
William Gemble.....	11-604, 605.....	7 19
Lame Adolphe Gautbier.....	19-58 à 60.....	53 43
Joseph Garneau.....	16-308 à 310.....	20 01
W. C. Hart.....	11-406, 407.....	7 18
Arthur Larche.....	10-111.....	13 07
Stanislas Lefebvre.....	867-98, 101, 102, 105, 176, 177, 178, 214, 215, 216, 218.....	75 94
D. McAnnulty.....	11-581.....	3 19
Mlle—Miss E. McElroy.....	11-446.....	4 61
Albert Poitras.....	872-159.....	44 18
Benj. Perkins.....	19-12, 13.....	24 12
Dame—Mrs Widow Vve Arthur Roy.....	19-26.....	23 71
Geo. Roberts.....	11-524.....	3 19
Paul Larcher.....	16-43, 76, 77, 287, 288.....	61 00
Paul Larcher.....	16-280, 281, 282, 283, 284, 285 et 286.....	37 32
R. N. Trott.....	11-32.....	11 51
P. Swanston.....	11-442.....	3 60
Dame—Mrs Emile Legault.....	16-386 à 397, 406 et 407.....	92 72
Maud H. D. Walker.....	10-77.....	6 80

Donné à Dorval, ce septième jour de février 1922.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Dorval,
609-6-2 ALPHONSE DECARY.

Given at Dorval, this seventh day of February, 1922.

Secretary-treasurer of the town of Dorval,
610-6-2 ALPHONSE DECARY.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 6.

Index of the Quebec Official Gazette, No 6.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beguin vs VanKoollegen.....	399
" Bélanger vs Paquet.....	400
" Byrd vs Dyson.....	398
" Chamberland vs Gagnon.....	398
" Coutu vs Roberge.....	398
" Currier vs Campeau.....	399
" Dietcher vs Barbas.....	419
" Gosselin vs Lessard.....	399
" Hirtz vs Knoff.....	397
" Kouri vs Jazzar.....	399
" Lafontaine vs Pérusse.....	397
" Mercil vs Papineau.....	399
" Millberg vs Melden.....	400
" Pow vs Hutchins.....	398
" Provost vs Mansseau.....	397
" Thibodeau vs Roy.....	398
" Todd vs Stark.....	397
" Vallée vs Labbé.....	399

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beguin vs VanKoollegen.....	399
" Bélanger vs Paquet.....	400
" Byrd vs Dyson.....	398
" Chamberland vs Gagnon.....	398
" Coutu vs Roberge.....	398
" Currier vs Campeau.....	399
" Dietcher vs Barbas.....	419
" Gosselin vs Lessard.....	399
" Hirtz vs Knoff.....	397
" Kouri vs Jazzar.....	399
" Lafontaine vs Pérusse.....	397
" Mercil vs Papineau.....	399
" Millberg vs Melden.....	400
" Pow vs Hutchins.....	398
" Provost vs Mansseau.....	397
" Thibodeau vs Roy.....	398
" Todd vs Stark.....	397
" Vallée vs Labbé.....	399

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dame Champagne vs Cloutier.....	400
---------------------------------	-----

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier.....	400
---------------------------------	-----

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 381

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 381

AVIS DIVERS :—

Gosselin, Joseph.....	400
Montreal Tramways Company.....	401

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Gosselin, Joseph.....	400
Montreal Tramways Company.....	401

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL—AVIS :

Demande d'application pour bills privés..	382
---	-----

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT—NOTICE:

Notice of application for Private Bills..	382
---	-----

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES

R. S. Hart & Co., Limited.....	401
The McFarlane-Douglas Company, Limited.....	401
Victoria Paper & Levine Company, Limited.....	402

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

R. S. Hart & Co., Limited.....	401
The McFarlane-Douglas Company, Limited.....	401
Victoria Paper & Levine Company, Limited.....	402

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

African Methodist Episcopal Church....	395
Cité de Montréal.....	417
Dance, James.....	394
La cité de Verdun.....	394
L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, Itée	394
Paroisse Larouche.....	395
Saint Francis Valley Railway Company	394

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

African Methodist Episcopal Church....	395
City of Montreal.....	417
Dance, James.....	394
The city of Verdun.....	394
The St-Maurice Cold Storage, Lt'd....	394
Parish Larouche.....	395
Saint Francis Valley Railway Company	394

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Ville LaSalle à Saints-Anges-de-Lachine.	396
--	-----

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Town LaSalle to Saints-Anges-de-Lachine	396
---	-----

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Municipalité de Lacaille.....	396
-------------------------------	-----

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Municipality of Lacaille.....	396
-------------------------------	-----

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Compagnie d'assurance mutuelle de Montréal contre le feu.....	418
Dominion Life Assurance Co.....	396
Supreme Council of Catholic Mutual Benefit Association of Hornell.....	397

TREASURY DEPARTMENT :—

Montreal Mutual Life Insurance Com- pany.....	418
Dominion Life Assurance Company.....	396
Supreme Council of Catholic Mutual Benefit Association of Hornell.....	397

LETTRES PATENTES :—

Adanac, Motors, Lt'd.....	391
Agence de règlements, limitée.....	390
Black Bridge Hotel, Lt'd.....	390
Cadillac Cars, Lt'd.....	416
Château Frontenac Garage, limitée.....	386
Club Sportif Metro Libéral, Itée.....	384
North End Motor Sales Company, Limited.....	387
Rodrigue, Itée.....	393
Salable Dress Company, Lt'd.....	414
Settlement Agency, Limited.....	390
St-Amour, Itée.....	414

LETTERS PATENT :—

Adanac, Motors, Lt'd.....	391
Agence de règlements, limitée.....	390
Black Bridge Hotel, Lt'd.....	390
Cadillac Cars, Lt'd.....	416
Château Frontenac Garage, Limited.....	386
Club Sportif Metro Libéral, Itée.....	384
North End Motor Sales Company, Limited.....	387
Rodrigue, Itée.....	393
Salable Dress Company, Lt'd.....	414
Settlement Agency, Limited.....	390
St-Amour, Itée.....	414

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Tardif, Henri.....	402
En faveur de M. Joseph Sirois.....	402

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Tardif, Henri.....	402
In favor of Mr. Joseph Sirois.....	402

ORDRES DE COUR :—

Bachand & Dionne.....	402
Pard vs Bourassa.....	403

RULES OF COURT :—

Bachand & Dionne.....	402
Pard vs Bourassa.....	403

PROCLAMATION :—

Saint-Pierre-de-Privat.....	382
-----------------------------	-----

PROCLAMATION :—

Saint-Pierre-de-Privat.....	382
-----------------------------	-----

SOUMISSIONS :—

Commission scolaire de la ville de Donacoma.....	403
Saint-Zéphirin-de-La-Tuque.....	404

TENDERS :—

School Commission of the town of Donacoma.....	403
Saint-Zéphirin-de-La-Tuque.....	404

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Benoit, Wilfrid.....	405
Lafrance, Philias.....	405
McBean, George A.....	406
Tétréault, Hormidas-Pierre.....	404

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Benoit, Wilfrid.....	405
Lafrance, Philias.....	405
McBean, George A.....	406
Tétréault, Hormidas-Pierre.....	404

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville de Dorval.....	419
----------------------	-----

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town of Dorval.....	419
---------------------	-----

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Dionne vs Tremblay.....	406
-------------------------	-----

ARTHABASKA :—

Dionne vs Tremblay.....	406
-------------------------	-----

BEAUCE :—

Bolduc vs Richard.....	407
------------------------	-----

BEAUCE :—

Bolduc vs Richard.....	407
------------------------	-----

HULL :—

Valois vs Rossignol.....	408
--------------------------	-----

HULL :—

Valois vs Rossignol.....	408
--------------------------	-----

IBERVILLE :—

Coupal vs Lefebvre.....	408
-------------------------	-----

IBERVILLE :—

Coupal vs Lefebvre.....	408
-------------------------	-----

MONTREAL :—

Brossard vs Labelle.....	408
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Le Jardin Zoologique, de Montréal.....	411
McKenna, Ltd vs Bower.....	409
Monette vs Legault.....	410
Standard Stock Trading Corporation vs Tessier.....	409

MONTREAL :—

Brossard vs Labelle.....	408
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Le Jardin Zoologique, de Montréal.....	411
McKenna, Ltd vs Bower.....	409
Monette vs Legault.....	410
Standard Stock Trading Corporation vs Tessier.....	409

RIMOUSKI :—

Banque Nationale vs Gagnon.....	411
Blier vs Blouin <i>et al.</i>	412
Shatter Coy vs Blouin.....	412

SAINT-FRANCOIS :—

Fréchette vs Lemay.....	413
-------------------------	-----

TROIS-RIVIÈRES :—

Laroche vs Boisvert.....	413
--------------------------	-----

RIMOUSKI :—

Banque Nationale vs Gagnon.....	411
Blier vs Blouin <i>et al.</i>	412
Shatter Coy vs Blouin.....	412

SAINT-FRANCIS :—

Fréchette vs Lemay.....	413
-------------------------	-----

THREE RIVERS :—

Laroche vs Boisvert.....	413
--------------------------	-----

